



NATIONS UNIES
RD CONGO



.....

Rapport de la revue annuelle 2020 du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF 2020-2024)

.....

Kinshasa, 25 février 2021

Rédigé par :

Le Bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies en RDC

A. INTRODUCTION

L'Equipe de Pays des Nations Unies en RDC a adopté depuis le 30 décembre 2019, son Cadre de Coopération pour le Développement Durable, couvrant la période 2020-2024 (UNSDCF 2020-2024), lequel a été signé par les deux parties (Gouvernement Congolais et Nations Unies).

Ce Cadre de Coopération constitue la réponse commune du Système des Nations Unies en RDC aux priorités du Gouvernement Congolais inscrites dans son Plan National Stratégique de Développement (PNSD).

L'UNSDCF 2020-2024 de la RDC comporte 03 axes stratégiques, 08 effets, 23 produits et 144 indicateurs (niveaux effet et produit) .

Les détails sur les intitulés des axes, des effets, des produits et des indicateurs sont fournis dans le corps de ce rapport.

Dans le souci d'assurer une mise en œuvre cohérente, coordonnée et synergique du Cadre de Coopération par les entités des Nations Unies en RDC, les Plans de travail conjoints de l'Equipe Pays des Nations Unies en RDC ont été élaborés à raison d'un plan de travail par axe stratégique de l'UNSDCF.

Après une année de mise en œuvre de l'UNSDCF, les Nations Unies ont, conformément aux directives du Groupe des Nations Unies pour le Développement Durable, organisé, **du 17 au 19 février 2021**, à Kinshasa, à l'hôtel Béatrice, les travaux de revue annuelle 2020 du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable afin d'évaluer les progrès accomplis vers la réalisation de différents résultats, d'analyser les facteurs de succès et d'échecs, afin de tirer les leçons permettant de reajuster la planification pour l'exercice 2021.

Les travaux relatifs à cette revue annuelle se sont déroulés en deux temps, à savoir la pré revue (du 17 au 18 février 2021) et la revue proprement dite (19 février 2021).

Organisée sous la houlette du Ministère de la Coopération Internationale, cette revue a bénéficié de l'appui technique du Ministère du Plan et a connu la participation des experts du Gouvernement, des Nations Unies, de la Société Civile et des bailleurs (voir liste des présences en annexe).

Les résultats qui sont présentés ci-dessous constituent les fruits des efforts collectifs de toutes les entités des Nations Unies présentes en RDC à savoir le BIT, BCNUDH, FIDA, FAO, HCR, OCHA, OMS, ONU-FEMMES, OIM, ONUDI, ONUSIDA, PAM, PNUD, MONUSCO, UNMAS, UNOPS, UNESCO, UNFPA, UNICEF ET UNHABITAT

L'Equipe de Pays des Nations Unies a obtenu ces résultats grâce au soutien de plusieurs partenaires techniques et financiers (PTF) dont notamment le **Canada; PBF, Suède; Union Européenne; Japon; Corée du Sud, BAD, Banque Mondiale, GEF, KWF/GIZ, Norvège, Belgique, GAVI, Coopération allemande, UKaid, USAID, France, Sida, Chine, ...**

B. OBJECTIFS

Cette revue poursuivait les objectifs suivants :

- ✓ Faire le point sur les progrès collectifs accomplis à l'échelle des Nations Unies vers la réalisation des résultats de l'UNSDCF pour la première année de sa mise en œuvre (2020) ;
- ✓ Analyser les facteurs de succès et d'échecs ainsi que les opportunités ayant caractérisé la mise en œuvre de l'UNSDCF en 2020;
- ✓ Analyser la problématique du partenariat et de mobilisation des ressources
- ✓ Tirer les leçons de la mise en œuvre de l'UNSDCF en 2020
- ✓ Formuler à l'endroit de l'Equipe Programme des Nations Unies (PMT), de l'Equipe de Pays des Nations Unies (UNCT) et du Gouvernement, les recommandations susceptibles d'améliorer la mise en œuvre de l'UNSDCF pour les prochaines années.
- ✓ Réajuster les plans de travaux conjoints 2021 sur la base des enseignements tirés

C. RESULTATS ATTENDUS

La revue annuelle 2020 de l'UNSDCF visait les résultats suivants :

- ✓ Les progrès vers la réalisation des résultats de l'UNSDCF sont évalués (tous les indicateurs des effets et des produits disposent de données pour l'année 2020) ;
- ✓ Les facteurs de succès, d'échecs sont analysés et les recommandations pertinentes sont adressées aux décideurs sur la base des leçons tirées ;
- ✓ Les Plans de travail Conjoints 2021 (par axe) sont réajustés;

D. METHODOLOGIE

Voici ci-dessous, la méthodologie qui a été suivie :

❖ Avant la pré revue (du 15/01/2021 au 15/02/2021)

Trois groupes des résultats (un par axe stratégique de l'UNSDCF) avaient été constitués. Chaque groupe des résultats est composé d'un lead, de deux ou trois co-leads et des agences participantes (voir détails ci bas)

Préalablement à la pré- revue, les leads et co leads de chaque groupe des résultats avaient organisé des réunions/rencontres avec leurs membres pour recueillir les données sur les progrès collectifs à l'échelle du SNU de tous les indicateurs de l'axe pour l'exercice 2020 (niveau effet et niveau produits),

❖ **Pré revue : du 17/02 au 18/02/2021 (deux journées)**

La pré revue a connu la participation des staffs des agences des Nations Unies en charge des programmes et du S&E, les experts des ministères sectoriels y compris ceux des ministères du Plan et de la Coopération Internationale, et les acteurs de la société civile impliqués dans les activités avec les entités des Nations Unies en RDC

Chaque groupe des résultats (réunie dans une salle) a eu l'occasion de passer en revue les données et autres informations recueillies/ récoltées avant la pré revue, de compléter celles manquantes, de discuter de tous les aspects liés à la mise en œuvre, de s'accorder sur les grandes lignes de la présentation power point à faire à la revue selon le format partagé par le Bureau du Coordonnateur Résident.

Par ailleurs, chaque groupe a analysé les facteurs de succès et d'échecs, analysé la problématique du partenariat et de mobilisation des ressources, dégager les leçons apprises, discuter des risques, proposer les recommandations

❖ **Revue annuelle 2020 du Cadre de Coopération des Nations Unies : 19/02/2021 (de 10h à 14h00)**

La revue a été co présidée par le Secrétaire General au Plan et un Directeur du Secrétariat Général à la Coopération Internationale (Représentant le SG, appelé à d'autres obligations professionnelles). Elle a connu la participation des Officiels du gouvernement, de la présidence de la république, de chefs d'agences, de bailleurs des Fonds.

La revue a connu trois temps forts à savoir :

- L'ouverture/ différentes allocutions ;
- Présentation des progrès vers les résultats et autres informations y compris les grandes lignes d'actions pour 2021 par axe
- Lecture des recommandations et clôture

La revue s'est déroulée dans le strict respect des mesures barrières édictées contre la COVID 19.

E. COMPOSITION DES GROUPES DES RESULTATS

❖ **Groupe des résultat 1 (Axe 1 de l'UNSDCF) : Consolidation de la paix, respect des Droits humains, protection des civils, cohésion sociale et démocratie**

Lead: PNUD; **Co-Leads:** BCNUDH et Onu-Femmes,

Agences participantes : MONUSCO, BCNUDH, OIM, UNFPA, UNHABITAT, HCR, OIT, OIM, UNMAS, UNCDF,...

Partenaires:

- ✓ **Gouvernementaux :** Ministère de la Justice; Ministère de l'Intérieur, Sécurité, Affaires Coutumières; Ministère des Droits Humains; Ministère du Genre, Enfant, Famille; Ministère du Plan; Ministère des Affaires Sociales; Ministère de la Décentralisation; CENI; CNDH; PNC; FARDC; CSM; CNR; Parlement; CNC-ALPC...
- ✓ **Bailleurs/PTF :** Canada; Fond pour la Consolidation de la Paix; Suède; Union Européenne; Japon; Corée du Sud;...

❖ **Groupe des résultat 2(Axe 2 de l'UNSDCF) : Croissance économique inclusive, développement agricole, capture du dividende démographique, protection sociale et gestion durable des ressources naturelles**

Lead : PAM ; **Co-Leads :** FAO, UNFPA et BIT

Agences participantes : PNUD, UNCDF, UNHABITAT, BIT, OMS, UNICEF, ONUDI, HCR, OIM, ONU-Femmes, FIDA, OIM, UNESCO, BCNUDH, HCR , UNOPS,..

Partenaires:

- ✓ **Gouvernementaux :** Ministères du Plan, de l'industrie, de la Recherche scientifique, de l'Emploi Travail et Prévoyance sociale, du Développement Rural, de l'Agriculture, de l'Environnement et Développement Durable, de l'Industrie, du Genre, des Affaires sociales, de la Jeunesse et INC, de la Formation Professionnelle, des finances, des Affaires Foncières, de l'Aménagement du Territoire, de la Décentralisation et Réformes Institutionnelles et de l'INS
- ✓ **Bailleurs/PTF :** BAD, BM, GEF, Suède, UK, KWF/GIZ, Norvège, Belgique, EU, Canada, Banque Mondiale

❖ **Groupe des résultat 3** (Axe 3 de l'UNSDCF) : **Accès aux services sociaux de base et assistance humanitaire**

Lead: UNICEF ; *Co-Lead :* HCR et OMS

Agences participantes : UNICEF, PAM, UNFPA, ONUSIDA, ONU Femmes, UNESCO, OCHA , PNUD, WFP, UNCDF, BIT, UNOPS,..

Partenaires:

- ✓ **Gouvernementaux** : Ministère de la Santé, Ministère de l'Education, Ministère Actions Humanitaires, Ministère du Genre, Ministère de la Justice, Ministère de l'Intérieur, PNMLS ;

- ✓ **Bailleurs/PTF** : Banque mondiale, GAVI, Coopération allemande, UKaid, USAID, Union Européenne, France, Sida, Canada, Japon, Chine...

F. DU DEROULEMENT DE LA REVUE ANNUELLE

(i) Cérémonie d'ouverture

Deux temps forts ont ponctué la cérémonie d'ouverture de la revue annuelle 2020 du Cadre de Coopération à savoir :

✚ L'allocution du Coodonnateur Résident du Système des Nations Unies en RDC, Monsieur David McLachlan-Karr dans laquelle il a entre autre :

- ✓ souligné que la crise de la COVID-19 a poussé les Nations Unies à revoir leurs priorités en réorientation l'essentiel des ressources initialement prévues à d'autres thématiques vers les actions de lutte contre la Covid ou d'attenuation de son impact ;
- ✓ réitéré la disponibilité des Nations Unies à accompagner la RDC dans la mise en oeuvre de ses priorités et dans la mise en place des réformes nécessaires aussi bien sur les questions de gouvernance que de protection sociale.

✚ L'allocution du Ministre d'Etat, Ministre de la Copération Internationale, Intégration Regionale et Franconcophie, Son Excellence Pepin Manjolo, dans laquelle il a notamment :

- ✓ invité le Bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et la partie nationale, de veiller au strict respect des mécanismes de coordination tel qu'inscrits au cinquième chapitre du du cadre de Coopération ;
- ✓ encouragé l'Equipe de Pays des Nations Unies à préserver les bonnes relations de partenariat avec les ministères sectoriels, ainsi que la Société Civile et s'investir dans l'organisation des visites conjointes sur le terrain dans le but de promouvoir le suivi décentralisé et de donner aux autorités et aux communautés locales les moyens de vérifier les progrès des interventions clés.

Après la cérémonie d'ouverture, les sessions suivantes sont été organisées :

- Présentation des résultats majeurs, facteurs de succes et d'echecs par axe de l'UNSDCF
- Lecture et adoption des principales recommandations
- Cérémonie de cloture

G. DE LA PRESENTATION DES RESULTATS MAJEURS

G1. Résultats clés de l'Axe 1 de l'UNSDCF : Consolidation de la paix, respect des Droits humains, protection des civils, cohésion sociale et démocratie

+ Contribution à l'amélioration de la sécurité et de la protection des populations :

- Mise en place et opérationnalisation de 8 Comités Locaux de Sécurité de Proximité pour l'amélioration des relations entre les forces de sécurité et les populations;
- **2 680** membres des forces de sécurité ont été dotés des capacités techniques
- **8 021** armes légères et de petit calibre appartenant aux services de sécurité de l'Etat ont été marquées et enregistrées et **5 788** ont été sécurisées

+ Contribution à la lutte contre l'impunité

- Les mécanismes d'alerte sur les violations des droits humains et la protection ont été mis en place et sont fonctionnels (Documentation de **7.909 violations** des droits humains en RDC par le BCNUDH).
- L'instruction de **255 dossiers de violations** des droits humains alléguées aux forces de sécurité a conduit au prononcé de **229 condamnations** (soit 90%) ;
- **413 décisions judiciaires ont été rendues** dans le cadre de violations des droits humains (soit 5,22%) ;
- **294 décisions judiciaires** ont été rendues dans le cadre de la lutte contre les Violences Basées sur le Genre sur un total de **1 073 dossiers déposés** devant les juridictions (soit 27,1%);
- **7 dossiers prioritaires** de crimes de droit international ont été jugés au moins au premier degré à travers les audiences foraines ;

+ Amélioration de l'accès à la justice pour les populations vulnérables:

- **64 778 femmes et enfants** ont bénéficié d'une protection à travers l'Escadron de Protection de l'Enfant et de Prévention des Violences Sexuelles de la Police Nationale Congolaise et les tribunaux pour enfant ;
- **2 477 survivant(e)s de Violences** sexuelles basées sur le genre ont bénéficié d'une assistance judiciaire/juridique;
- **369 personnes vulnérables** (victimes; personnes poursuivies; personnes en détention...) ont également eu accès à la justice ;

+ Amélioration de la protection des personnes vulnérables :

- **1 209 759 enfants (dont 612 976 filles)** ont été enregistrés à la naissance dans le délai légal des 90 jours ;
- **2 477 473 enfants** ont été enregistrés au cours de la campagne gouvernementale de rattrapage scolaire réalisée en 2019-2020 avec l'appui technique du Consortium CIVIPOL ;

- Existence d'un mécanisme d'enregistrement des personnes réfugiées et demandeurs d'asile. Au 31 Décembre 2020, la RDC accueille **490 243** réfugiés et **1 484** demandeurs d'asile.

Coopération avec les mécanismes internationaux de promotion et protection des droits humains:

- 5 rapports périodiques ont été élaborés et soumis au courant de l'année 2020 auprès des différentes instances internationales (Pacte International relatifs aux droits civils et politiques; Convention contre la Torture; Objectifs du Développement Durable; Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies sur les Violences Sexuelles liées au conflit ; Résolution 1325) ;

Renforcement de la gouvernance inclusive:

- Les mécanismes communautaires alternatifs de gestion et résolution des conflits ont été mis en place et sont opérationnels dans 7 provinces (Nord Kivu, Sud Kivu, Ituri, Tanganyika; Kasai Central, Kasai, Kasai Oriental);
- **1 225 femmes aspirantes et candidates** ont été dotées des capacités techniques en matière d'élaboration d'un projet électoral;
- **1 651 acteurs de la société civile** été dotés des capacités en matière de développement, mise en œuvre et suivi-évaluation des politiques publiques ;
- **9 réseaux de la société civile** (y compris des femmes) ont été mis en place et sont opérationnels en faveur de la redevabilité des élus et des institutions;

En rapport avec la lutte contre la COVID-19 :

Contribution à la continuité des services pour assurer la sécurité juridique et physique des populations

- **Décongestion des établissements** pénitentiaires conduisant à la **libération de 3 286 prisonniers**;
- **Le nombre de violations des droits humains** alléguées aux forces de sécurité a diminué en 2020 (3 359 violations enregistrées en 2020 contre 3 544 en 2019) alors qu'elles ont été plus sollicitées, notamment dans l'application des mesures pour la lutte contre la COVID-19;
- **413 décisions judiciaires ont été rendues au premier degré** sur 7 909 violations des droits humains monitorées en RDC en 2020 (soit 5,22%);

Renforcement des institutions publiques et des organisations de la société civile pour assurer l'accès équitable aux services sociaux de base:

- **Les organisations de la société civile ont été dotées des capacités techniques** en matière de monitoring des violations des droits humains dans le contexte de la pandémie COVID-19;
- **11 280 996 enfants** (dont 5 790 903 filles) ont bénéficié d'un apprentissage à distance;

- **909 185 livrets éducatifs** ont été distribués pour assurer la continuité de l'apprentissage des enfants dont 459 523 livrets distribués aux filles;

 **Contribution à la lutte contre les violences basées sur le genre et la protection des survivant(e)s, en particulier dans le contexte de la COVID-19:**

- **2 projections du film 'Bongo Te Tika'** étaient réalisées;
- **37 187 personnes** ont été sensibilisées sur les violences sexuelles et basées sur le genre;
- **67 448 cas de violences basées sur le genre** (4 305 hommes; 63 143 femmes) ont bénéficié d'au moins une prise en charge (médicale, psychosociale, juridique/judiciaire, réinsertion socioéconomique/scolaire);
- **200 kits de prévention et 200 kits de résilience** ont été fournis aux organisations féminines;

G2. Résultats clés de l' Axe 2 de l'UNSDCF : Croissance économique inclusive, développement agricole, capture du dividende démographique, protection et gestion durable des ressources naturelles

- Taux de croissance annuelle du PIB réel par habitant: **0,8% (Source : BCC/ CPCM)**
- PIB/habitant: **1146 \$ US (WDI/BM)**
- Proportion de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté, par sexe et âge (seuil de 1,90 \$): **76,6% (Rapport mondial sur le Développement Humain (RDH) 2020)**
- Part de l'agro-alimentaire dans le PIB: **15,08 % (BCC/ Note de Conjoncture 12/2020)**
- Part de l'industrie manufacturière dans le PIB: **10,8% (BCC/ Note de Conjoncture 12/2020)**
- Nombre de provinces et ETDs disposant des plans provinciaux et locaux de développement (y compris industriel) et dotées des mécanismes de S&E du développement efficaces: **11 (PDP) et 2 (PLD) (Ministère du Plan, PNUD, ONUDI et FAO)**
- Nombre de politiques sectorielles sensibles au genre élaborées ou mises à jour: **5 (Min. Plan, Min. Industrie /ONUDI, Min. AT, Min Rech. Innovation, Min. Culture)**
- Nombre des chaînes de valeurs agricoles développées: **5 (FAO / Min Agric.)**
- **Existence d'une politique nationale de l'Aménagement du territoire** consensuelle tenant compte des enjeux nationaux et internationaux de la REDD+ (**Gouv. RDC / CR Conseil des Min.)**
- Nombre des Schémas (National, provinciaux et locaux) de l'Aménagement du Territoire (SNAT) élaborés et validés: **3 (Provinciaux : Bas-Uélé, Tshopo, Ituri)**
- Part des dépenses publiques réalisées en matière de protection sociale : **2,5% (Source : UNICEF)**
- Taux de déforestation: **0,2% (Rapport national sur la biodiversité)**
- Taux d'aires protégées bénéficiant d'une gestion aux standards internationaux: **28% (Rapport national sur la biodiversité)**
- **Existence d'un Système National de Surveillance des Forêts (SNSF) opérationnel (Rapport du MEDD)**
- Nombre d'Hectares couverts ayant fait l'objet de l'évaluation des stocks de carbone par strate après inventaire forestiers national: **134 millions (Rapport sur les niveaux de référence des émissions)**
- Nombre d'inventaires des gaz à effets de serre en provenance des forêts: **5 (Rapport de la Division du Développement Durable)**

G3. Résultats clés de l'Axe 3 de l'UNSDCF : Accès aux services sociaux de base et assistance humanitaire

- La proportion des centres de santé offrant des services de santé de qualité et garantissant les interventions essentielles et d'urgence en matière de soins maternels et néonataux a augmenté de **18.5% à 28%** ;
- **66% des ménages** dans les villages cibles du Programme Villages assainis ont eu accès à l'eau potable, contre **15,2%** à l'échelle nationale ;
- **90% des enfants de 6 à 59 mois** (52% de filles et 48% de garçons) admis pour traitement de la malnutrition aiguë sévère (SAM) sont sortis guéris ;
- La proportion d'établissements de santé proposant des soins obstétricaux et néonataux d'urgence de base dans les zones du programme a progressé de **12% à 24%** ;
- **75% des points** de distribution de services n'ont pas connu de rupture de stock de contraceptifs au cours des six derniers mois
- **1.200 cas de** fistule ont été réparés ;
- **6.957 de jeunes vulnérables** ont bénéficié d'une formation professionnelle qualifiante dans un métier à travers un programme d'appui pour l'accès à l'apprentissage alternatif ;
- **15.768 enseignants** ont été dotés des capacités sur les méthodologies centrées sur l'apprenant, l'éducation à la paix, la réduction des risques de conflits / catastrophes (C / DRR) et soutien psychosocial ;
- **120.196 adolescents et de jeunes** (77.362 filles et 42.834 garçons) scolarisés et non scolarisés ont reçu une information complète sur la sexualité et la santé reproductive ;
- **355.725 personnes vivant avec le VIH** (229.183 femmes et 126.542 hommes) ont bénéficié d'un traitement ARV ;
- **67.448 victimes** de violence basée sur le Genre (VBG), 4.305 hommes, 63.143 femmes et 2.357 vivants avec handicap, ont bénéficié d'une prise en charge psychologique, judiciaire, médicale, réinsertion économique ou scolaire ;
- **6.600.000 personnes affectées** par une crise humanitaire sont assistées ;
- Les capacités de coordination et de veille humanitaire de 20 provinces sont renforcées et 8 provinces disposent d'un mécanisme efficace et solide de coordination humanitaire sensible au genre ;
- La RDC dispose maintenant d'une coordination humanitaire nationale opérationnelle et efficace

En rapport avec la lutte contre la COVID 19 :

- Appui au Ministère de la Santé pour le développement et la finalisation du Plan national de réponse Covid 19 de la RDC et le renforcement de la coordination, la préparation des zones de santé et provinces ;
- Appui à l'élaboration des directives supplémentaires relatives à l'offre et l'utilisation de service de la santé de la reproduction de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et des adolescents y compris nutrition pour contribuer à la lutte contre la COVID-19 ;
- Appui aux investigations des cas et transport des échantillons dans les provinces, 5.000 tests RT-PCR et consommables expédiés vers 7 provinces ;
- **36.466 tonnes** de matériels et équipements d'une valeur de 4.317.321 dollars US fournies ;
- **2.680 agents de 490 établissements** de santé ont bénéficié d'équipements critiques PCI et 1.724 personnels formés sur la PCI ;
- **4.766 agents** de santé communautaires (CODESA, CAC, RECO) formés à la PCI ;
- **3.674.229 personnes** dotées en fournitures et services essentiels WASH (y compris des articles d'hygiène et le lavage de mains dans les lieux publics) ;
- **Plus de 2 millions de** masques confectionnés par des structures locales, notamment des associations féminines, et distribués ;
- **12.000 litres de gel hydroalcoolique**, produits par "AMI Labo" au Nord Kivu, et distribués aux structures de santé ;
- **2.188 écoles du programme « École assainie » soutenus en fournitures et services PCI pour la rentrée scolaire 2020 – 2021 ;**
- Au **moins 39 millions de personnes** sensibilisées sur la prévention et l'accès aux services relatifs à Covid 19 ;
- **500.000 dépliant, 58.000 affiches**, 2 spots TV, 2 spots radio et 1 micro-programme produits ;
- **35 MCZ et 35 animateurs** communautaires formés sur CREC à Kinshasa ;
- **4.750 RECOS** accompagnés dans les 35 ZS de Kinshasa ;
- Mise en place des comités de lutte contre le COVID dans les églises, les ministères, les entreprises et les universités de Kinshasa ;
- Appui technique à l'initiative COVAX qui devrait permettre à la RDC de recevoir ses premiers vaccins contre Covid 19 en début mars 2021.
- **64.283 appels reçus** sur la ligne verte COVID dont 589 pour des alertes médicales potentielles ou demandes d'assistance médicale ;
- Mise en place de la plateforme SMS U- Report pour recueillir des feedbacks de la communauté ;

- **2.188 écoles ont** reçu des thermomètres, équipements d'hygiène et matériels de promotion de la santé ;
- **Près de 9 millions d'enfants** (4.298.822 filles) ont bénéficié de l'éducation à distance, dont 650.000 ont reçu des livres d'exercices ;
- Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des Plans de Contingence COVID 19 face au VIH/SIDA

NB : Tous les détails sur les résultats atteints et non atteints sont consignés dans les matrices de suivi des performances en annexe .

(ii) FACTEURS DE SUCCES

- Capacités d'adaptation des acteurs au contexte à travers l'utilisation de nouvelles technologies de communication pour la continuité des interventions;
- Amélioration de la situation sécuritaire dans certaines zones d'intervention (par exemple dans la région des Kasai) ;
- Bonne collaboration entre les SNU et le Gouvernement ;

(iii) FAIBLESSES/CONTRAINTES

- Les restrictions liées à la situation de la Covid 19, y compris les limitations de mouvements et les fermetures de frontière, sont posé des défis dans la réalisation des activités ;
- Insuffisance des ressources humaines, financières et opérationnelles mobilisées au vu de l'ampleur des défis à relever ;
- Difficulté d'accès à certaines zones de la RDC (infrastructures; sécurité; communication...);
- Enclavement des zones d'opération et contraintes logistiques ;
- Faiblesse de l'engagement communautaire dans la pérennisation des acquis.

(iv) PRIORITES POUR 2021

Axe 1 de l'UNSDCF :

- Appuyer la mise en œuvre de la Politique Nationale de Réforme de la Justice et de la réforme de la police (pilotage stratégique; révision du cadre législatif et réglementaire...);
- Plaidoyer et action de suivi pour l'adoption de lois en matière de gouvernance judiciaire, sécuritaire, politique et démocratique (en particulier les trois avant-projets de loi dans le secteur pénitentiaire, les deux propositions de loi sur la protection des populations autochtones et des personnes vivant avec handicap déjà adoptées à l'Assemblée Nationale, loi portant sur la protection des défenseurs des droits de l'homme et loi sur l'accès à l'information);
- Consolider le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des acteurs de la chaîne pénale (police; juridictions civiles et militaires; secteur pénitentiaire) pour l'amélioration de la lutte contre l'impunité et la protection des droits humains;
- Poursuivre l'appui à la protection des personnes vulnérables, en particulier à travers les mécanismes d'enregistrement des enfants et des réfugiés ainsi que l'assistance judiciaire/juridique des victimes, des personnes poursuivies et des personnes en détention...
- Renforcer les capacités de tous les acteurs sur la lutte contre le travail des enfants dans le secteur minier;
- Consolider et assurer la pérennisation des mécanismes communautaires en matière de gestion et résolution des conflits, de promotion et protection des droits humains (y compris des droits des femmes et des enfants) ainsi que des Comités Locaux de Paix et de Développement (CLPD) et des mécanismes communautaires de dialogue politique et social...
- Renforcer la gouvernance inclusive à travers la promotion de la participation des femmes et des jeunes dans les instances de prise de décision;
- Améliorer la redevabilité des élus et des institutions à travers le renforcement des organisations de la société civile et la sensibilisation citoyenne;

Axe 2 de l'UNSDCF

- Finalisation des plans de développement provinciaux ;
- Poursuite des efforts pour le développement des chaînes de valeur agricole ;
- Poursuite des actions prévues dans le cadre du Plan de réponse socio économique des Nations Unies.

Axe 3 de l'UNSDCF

- La continuité de la disponibilité et de l'accessibilité des services sociaux de base en dépit de la pandémie Covid 19 ;
- Promotion de droits humains, du genre, l'égalité dans l'accès aux services et l'inclusion de tous pour ne laisser personne sur le bord notamment les populations clés ainsi que la lutte contre les VBG ;
- Renforcement du capital humain qui inclut le développement des capacités de participation sociale, politique et économique des femmes et des jeunes ;
- Renforcer le suivi de la mise en œuvre des Plans sectoriels
- Gestion des nouveaux afflux de Centrafricains fuyant vers la RDC (Plan Inter-Agence en cours) ;
- Inclusion des réfugiés dans le système national/provincial ;
- Solutions durables pour les personnes déplacées/retournées dans les zones de retour ;
- Lutte contre la COVID19 et les autres épidémies (MVE, VIH et autres maladies.)

(v) MOBILISATION DES RESSOURCES ET EXECUTION FINANCIERE

Les données sur les ressources planifiées, les ressources mobilisées, le gap ainsi que celles sur les dépenses effectuées n'ont pas été rendues disponibles par les agences.

Seul l'axe 3 dont le lead est assuré par l'UNICEF a réussi à les obtenir .

(vi) PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

- ✓ **Finaliser, avec la participation de la partie nationale et des agences du SNU, les Plans de travail Conjoints 2021 de l'UNSDCF sur la base des leçons tirées de la mise en œuvre de l'UNSDCF et du SERP en 2020**

Responsable : Chaque lead du groupe des résultats (UNDP, PAM, UNICEF) ;

échéance : 28 février 2021

- ✓ **Répartir équitablement les interventions des Nations Unies dans les différentes provinces de la RDC afin d'éviter une forte concentration des actions dans les zones de l'EST du pays.**

Responsable : SNU & Gouvernement ; échéance : Continue

- ✓ **Définir les méta données des indicateurs de l'UNSDCF 2020-2024 (définition des indicateurs, méthode de collecte, méthode de calcul, fréquence de collecte, responsable,)**

(Responsable : Bureau du Coordonnateur Résident ; échéance : avant Juin 2021)

- ✓ **Ressortir systématiquement les données sur la mobilisation des ressources et l'exécution financière de l'UNSDCF et de SERP (ressources planifiées, mobilisées, dépensées,)** ;

(Responsable : les agences du SNU ; échéance : chaque semestre)

- ✓ **Prévoir dans le Plans de travail Conjoint 2021 de l'Equipe de Pays des Nations Unies, les actions contribuant au renforcement du système statistique national**

(Appui à l'actualisation de la SNDS et a l'adoption de la loi statistique, renforcement des capacités de production des statistiques sectorielles, appui a la collecte de données,)

Responsable : les agences du SNU, échéance : 28/02/2021)

- ✓ **Améliorer la collaboration, les synergies et les interactions entre les groupes des résultats des Nations Unies et les groupes thématiques nationaux correspondants.**

(Responsable : le SNU & Gouvernement ; échéance : Continue)

- ✓ **Faire fonctionner les mécanismes de coordination et de pilotage de l'UNSDCF dont notamment le comité de pilotage conjoint et envisager l'organisation des visites conjointes de programmes et projets sur terrain.**

(Responsable : le SNU & Gouvernement ; échéance : Continue)

- ✓ **Faire le plaidoyer pour la mobilisation des ressources pour le financement du recensement général de la population**

EQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO									
REVUE ANNUELLE 2020 DE L'UNSDCF 2020-2024									
Matrice de Suivi des Progrès dans la mise en œuvre de l'UNSDCF 2020-2024									
RÉSULTATS	INDICATEURS					Progrès 2020	Source	Agences responsables	Commentaires
	Intitulés	Baseline	Cible 2024	Cible 2020	Cible 2021				
Axe 1 de l'UNSDCF : Consolidation de la paix, respect des Droits humains, protection des civils, cohésion sociale et démocratie (Lead : PNUD ; Co-Leads : BCNUDH et UNWOMEN)									
Effet 1.1 : d'ici 2024, la prévalence de la violence et des conflits armés est réduite et la sécurité des personnes et des biens est améliorée en particulier celle des personnes vulnérables, y compris les réfugiés/déplacés, des femmes et les jeunes (MONUSCO, BCNUDH, PNUD, OIM, UNFPA, UNHABITAT, HCR, ONUFEMME, OIT, OIM, UNMAS...)	IE 1.1.1 : Pourcentage des communautés cibles ayant connu une diminution des conflits inter et intracommunautaires	ND	70%			STABILITE - Entre Décembre 2019 et Octobre 2020, la perception des relations entre groupe ethnique (intra/inter) par les populations urbaines de l'Est demeure stable et bonne. En Octobre 2020, 71% des populations affirment avoir des bonnes/très bonnes relations avec les membres de leur groupe ethnique contre 76% en Décembre 2019. En Octobre 2020, 71% déclarent avoir des bonnes/très bonnes relations avec les membres des autres groupes ethniques contre 70% en Décembre 2019. Cette dynamique progressive d'amélioration des relations inter-intra ethnique est positive surtout que les années 2018/2019 étaient marquées par une certaine méfiance (moyenne de 55% déclarant des bonnes relations). De nombreux projets sont mis en œuvre dans les différentes zones (ISSSS; PBF...) oeuvrant à l'amélioration de la cohésion sociale et au renforcement de la paix. La région des Kasai enregistre la diminution des violences. 155 séances de médiation ont été organisées au niveau local dans les provinces de Ituri et du Nord Kivu.	Sondage de perception au niveau des centres urbains de Goma, Bukavu et Bunia (HHI) - http://www.peacebuildingdata.org/research/drc - Rapport projet PAJURR; Rapport projet SSKAT	PNUD	
	IE 1.1.2 : Existence des mécanismes de dialogue social, démocratique et politique opérationnels au niveau national, provincial et local	Non	Oui	Oui - Partiellement	Oui - Partiellement	Oui partiellement - Des mécanismes de dialogue social, démocratique et politique sont opérationnels au niveau national, provincial et local; * Les Groupes Thématiques Justice et Droits Humain ou encore Genre sont également actifs et contribuent au suivi de la mise en œuvre des réformes. * 41 mécanismes communautaires en faveur du dialogue démocratique sont appuyés en Ituri (Djugu et Irumu) et au Sud Kivu. * 16 CLPD mis en place et/ou redynamisés en 2020 en RDC (3 CLPD au Nord Kivu; 2 CLPD au Tanganyika; 5 CLPD au Kasai; 6 CLPD au Kasai Central afin de contribuer à renforcer la gouvernance locale et la résolution pacifique des conflits. * Mise en place d'un mécanisme provincial au Nord Kivu en matière de gouvernance collaborative et planification participative. * Organisation du dialogue politique intergouvernemental au Nord Kivu pour une meilleure compréhension de la gouvernance locale et du développement afin d'améliorer les cadres juridiques et réglementaires sensibles aux conflits et aux genres. * Etablissement d'un mécanisme de coordination au Nord Kivu pour la synergie entre les interventions humanitaires, de stabilisation et de développement. * 5 Groupes de Dialogue permanents mis en place dans la province du Nord Kivu (Mavivi, Bingo, Bulongo, Kabasha, Kamango)	Rapports de projets	SSU / PNUD / BCNUDH / ONUFEMMES / OIM	Méthodologie de SSU : https://app.powerbi.com/view?r=eyJrJmZmU0ODMzMTA1YmQ4NC00ZDA3LTgyYTYwOTESNTE1YzBkNjU3IiwidCI6ImZlZTVkYjVjLTI5NDQ0NDgzNy05OWY1LTc0ODhhY2U1NDMsOSIsImMiOjB9
	IE 1.1.3 : Indice pays du Mo Ibrahim sur les violences basées sur le genre (Indicateur ODD, cible 5.2)	50	65			RECU - Indice de genre Mo Ibrahim: 37,4 (44ème pays sur 54) Indice de pouvoir politique & représentation des femmes: 27,7 ; Indice d'égalité des libertés pour les femmes: 75,0; Indice d'égalité d'opportunités socioéconomiques pour les femmes: 28,5; Indice d'égalité d'accès aux services publics: 30,9; Indice sur les lois en matière de violence faites aux femmes: 25,0	Mo Ibrahim (https://iag.online/)	PNUD	
	IE 1.1.4 : % des populations des zones cibles ayant confiance aux Forces de sécurité (ventilée par sexe)	ND	60%			RECU - Entre Décembre 2019 et Octobre 2020, on observe une diminution assez forte du taux de confiance des populations urbaines de l'Est dans les forces de sécurité pour assurer leur sécurité. En Octobre 2020, 37% des populations affirment avoir confiance dans la PNC pour assurer leur sécurité contre 52% en Décembre 2019 (même niveau que début 2019). En Octobre 2020, 29% déclarent avoir confiance dans les FARDC pour assurer leur sécurité contre 41% en Décembre 2019. Baseline pour les communes de Lubumbashi : 35% des populations déclarent avoir confiance dans les forces de sécurité (zones d'intervention en matière de police de proximité)	Sondage de perception au niveau des centres urbains de Goma, Bukavu et Bunia (HHI); http://www.peacebuildingdata.org/research/drc / OIM/CLSP -	PNUD / OIM	La confiance de la population du Nord Kivu, Sud Kivu et Ituri dans les acteurs de la sécurité (PNC & FARDC) est particulièrement dynamique au fil des années et selon les contextes provinciaux et territoriaux.
	IE 1.1.5 : % de personnes dans les communautés cibles déclarant se sentir en sécurité (ventilée par sexe)	ND	70%			STABILITE : Entre Décembre 2019 et Octobre 2020, le sentiment de sécurité (sauf/très sauf) des populations urbaines de l'Est demeure particulièrement stable. En Octobre 2020, 72% des populations affirment se sentir en sécurité dans leurs activités quotidiennes contre 78% en Décembre 2019 (même niveau que début 2019). En Octobre 2020, 23% déclarent se sentir en sécurité pour marcher seul la nuit contre 19% en Décembre 2019.	Sondage de perception au niveau des centres urbains de Goma, Bukavu et Bunia (HHI) - http://www.peacebuildingdata.org/research/drc	PNUD	La confiance de la population du Nord Kivu, Sud Kivu et Ituri dans les acteurs de la sécurité (PNC & FARDC) est particulièrement dynamique au fil des années et selon les contextes provinciaux et territoriaux. Il serait nécessaire d'avoir toutes les données ventilées par sexe.
Produit 1.1.1 : L'autorité de l'Etat est restaurée sur l'ensemble du territoire de la RDC à travers des institutions efficaces et bénéficiant de la confiance de la population (MONUSCO, BCNUDH, PNUD, OIM, UNFPA, HCR, UNHABITAT, ONUFEMME, UNCDF, UNMAS...)	IP 1.1.1.1 : Nombre des lois relatives à la gouvernance sécuritaire, judiciaire, politique, démocratique et pénitentiaire adoptées	ND	10	2	4	0% - Aucune loi n'a été adoptée en 2020. Mais plusieurs projets de loi ont été développés * Secteur pénitentiaire : 3 avant-projets de loi dans le secteur pénitentiaire sont finalisés (1. Création, Organisation et Fonctionnement de la Direction Générale de l'Administration Pénitentiaire; 2. Statut particulier du personnel pénitentiaire; 3. Les principes fondamentaux relatifs au régime pénitentiaire). Ils ont été transmis au Ministère de la Justice pour présentation en Conseil de Ministre en vue de l'obtention du quitus avant envoi au Parlement. * Droits Humains : 2 propositions sont adoptées à l'Assemblée Nationale portant sur la protection des personnes vivant avec Handicap et portant protection des Peuples Autochtones; et transmises au Sénat pour la seconde lecture.	Ministère de la Justice; Administration pénitentiaire ; Assemblée Nationale	BCNUDH / PNUD	

	<i>IP 1.1.1.2</i> : Nombre d'institutions démocratiques dotées des capacités et fonctionnelles.	14(CNDH, CSAC, CENI, ...)	15(CNDH, CSAC, CENI, ...)	14	14	NA - Les appuis techniques et opérationnels aux institutions démocratiques se sont poursuivis, notamment en faveur de la CNDH (y compris à ses antennes provinciales), de l'IGPNC (y compris ses antennes provinciales), le Commissariat Général, le Comité Interministériel des Droits de l'Homme, le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication.	Rapport projet PAJURR; Rapport des institutions; Rapport BCNUDH;	MONUSCO (UNPOL) / BCNUDH / PNUD	La liste des 14 institutions démocratiques (en baseline) n'est pas connue - Il est nécessaire de pouvoir établir une liste de ces 14 institutions et pouvoir revoir l'évaluation et les cibles en conséquence. BCNUDH: CNDH; Comité Interministériel des Droits de l'Homme, le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication. UNPOL-IGPNC; Commissariat Général; PNUD: CENI; CNDH (antenne provinciale du Kasai)
	<i>IP 1.1.1.3</i> Nombre des structures cibles intervenant dans la chaîne pénale (police, cours, tribunaux, prison) dotées des capacités humaines et matérielles et assurant un meilleur accès à la justice et lutte contre l'impunité	48 (40 cours et tribunaux, 3 unités de police, 5 prisons)	65 (52 cours et tribunaux, 3 tribunaux, 10 prisons)	48	48	100% : Les acteurs de la chaîne pénale des provinces du Nord Kivu, Sud Kivu, Ituri, Kasai Central, Tanganyika et Kinshasa (cours et tribunaux militaires et civils; parquets civils et militaires; Commissariats et sous-commissariats de la PNC; centre de formation de la PNC à Tshipuka; EPEPVS; établissements pénitentiaires; Direction de la Police Technique et Scientifique, Direction de l'Identité Judiciaire et Fichier Central) ont bénéficié de renforcements de capacités techniques à travers des formations ainsi que de capacités matérielles et opérationnelles (dotation en équipements, véhicules, matériels spécifiques). La PNC a été appuyée spécifiquement pour l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan d'action de la PNC en matière de lutte contre les violences sexuelles.	Rapport projet PAJURR; Rapport projet SSKAT; Rapport PIH	MONUSCO (JSS/Corrections/UNPOL) / BCNUDH / PNUD / ONUFEMMES	La liste des 48 structures cibles (en baseline) n'est pas connue; il est nécessaire de pouvoir faire un état des lieux des différentes structures ayant bénéficié d'un appui et ainsi faire la cartographie. OIM (2020); Construction d'un centre de formation (Tshipuka) et 2 commissariats de références (Kasapa; Dibindi)
	<i>IP 1.1.1.4</i> : Nombre des plans d'actions nationaux sur le contrôle d'ALPC et de réduction de la violence armée élaborés	2	3	2	2	100% - 2 Plan d'action nationaux celui de 2011-2016 et celui de 2018-2022.		UNMAS	Le Plan d'action National 2018-2022 est le document en cours.
	<i>IP 1.1.1.5</i> : Existence d'un mécanisme opérationnel de coordination, suivi et évaluation de la mise en œuvre du plan d'action sur le contrôle des armes et réduction de la violence armée	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui - Le mécanisme opérationnel de coordination, suivi et évaluation de la mise en œuvre du plan d'action sur le contrôle des armes et réduction de la violence armée est en place. Néanmoins, à cause de la pandémie de COVID 19, les réunions n'ont pas pu avoir lieu. Elles sont prévues dans le premier semestre 2021.		UNMAS	Le mécanisme opérationnel de coordination, suivi et évaluation de la mise en œuvre du plan d'action sur le contrôle des armes et réduction de la violence armée est en place. Néanmoins, à cause de la pandémie de COVID 19, les réunions n'ont pas pu avoir lieu. Elles sont prévues dans le premier semestre 2021.
Produit 1.1.2 : Les forces de sécurité étatiques assurent efficacement et dans la respect des droits humains, la sécurité et la protection de tous les citoyens (hommes et femmes), ainsi que celle des biens privés et publics (MONUSCO, BCNUDH, HCR, PNUD, OIM, UNMAS ONUFEMME....)	<i>IP 1.1.2.1</i> : Nombre de poursuites judiciaires diligentées contre les forces de défense et de sécurité présumés auteurs des violations de droits Humains	186	1100	Cible totale cumulative 372 (dont 186 en 2019; et 186 en 2021)	Cible totale cumulative 792 (dont 372 cumulée pour 2020; 420 en 2021)	137% - En 2020, 255 dossiers ont été instruits pour des violations de droits humains dont les forces de sécurité sont les auteurs conduisant à 229 condamnations (dont 8 policiers et 4 militaires pour violence sexuelle) - Au total 441 dossiers instruits pour des violations des DH sur 2019 à 2020 soit 137% de la cible initiale	Rapport BCNUDH; Rapport JAD	BCNUDH	Des difficultés d'assistance légale/judiciaire aux victimes et à la justice (audience foraine) à cause des mesures restrictives prises pour combattre la COVID 19 sur l'étendue du territoire national
	<i>IP 1.1.2.2</i> : Nombre de femmes et d'enfants ayant bénéficiés de la protection à travers le département de la PNC et des tribunaux pour enfants	150 938	350 000	Cible 2020: 100 000 - 30 000 enfants (UNICEF) & 70 000 femmes (BCNUDH)	210 000 - 60 000 enfants (UNICEF) & 150 000 femmes (BCNUDH)	65% - 64 778 femmes et enfants ont bénéficié d'une protection à travers la PNC et les TPE (F:28911/G:35 353) ont bénéficié d'une protection au niveau des TPE & TPR, * 64 264 enfants * 514 femmes et enfants ont bénéficié d'une protection de la part de l'EPEPVS.		UNICEF / ONUFEMMES / BCNUDH	UNICEF: Pas d'activité avec la PNC en 2020. ONUFEMMES travaille avec l'EPEPVS; BCNUDH n'a pas d'activités spécifiques ni de données.
	<i>IP 1.1.2.3</i> : Nombre de membres des forces de sécurité dotées des capacités sur la gestion efficace des armes et des munitions	500 (2019)	2 500	Cible totale cumulative: 1000 (dont 500 en 2019)	Cible totale cumulative: 1000 (dont 1000 pour 2019;2020)	139% - 697 membres des forces de sécurité ont suivi une formation à l'utilisation et la gestion des moyens de stockage des ALPC et à la sécurité de l'utilisation des armes à feu.		UNMAS	
	<i>IP 1.1.2.4</i> : Nombre de forces de sécurité ayant des compétences nécessaires pour assurer la sécurité des populations	0	2500	350	650	766% - 2680 membre des forces de sécurité dont les capacités techniques ont été renforcées pour améliorer la protection des populations - Kasai Central : 44 policiers (dont 10 femmes) ont été formés en matière de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre et 45 policiers (dont 7 femmes) ont été formés en matière de maintien de l'ordre public et gestes et techniques de protection individuelle (durée moyenne 5/10 jours PNUD/UNPOL). Sud Kivu : 123 policiers des mines ont suivi une formation de 2 mois (OIM). Nord Kivu : 50 agents de la PNC des territoires de Rutshuru et Masisi (25 par territoire) ont bénéficié d'une formation de formateurs en matière de maintien de l'ordre public, protection des DH, lutte contre les VSX, doctrine de police de proximité, fouille corporelle et protection des sites (durée moyenne 10 jours - PNUD/HCR/UNPOL). 123 policiers des mines ont suivi une formation de 2 mois (OIM). Haut Uélé : 50 agents de la PNC ont bénéficié d'une formation de formateurs en matière de maintien de l'ordre public, protection des DH, lutte contre les VSX, doctrine de police de proximité, fouille corporelle et protection des sites (2ème session; durée moyenne de 10 jours - PNUD/HCR/UNPOL). Kinshasa et provinces : 2 245 participants (dont 51 femmes) issus des FARDC, PNC, ANR et DGM ont été formés en matière de HRDDP à travers 53 sessions de formation (BCNUDH)	Rapport projet PAJURR; Rapport projet conjoint PNUD/HCR; Rapport BCNUDH	MONUSCO (UNPOL) / PNUD / OIM / BCNUDH	Attention au doublon des données et aux différentes formations organisées mais ce sont les mêmes agents qui ont participé. En outre, il s'agit de formations ponctuelles sur des durées relativement courte, il est nécessaire de se poser la question sur l'acquisition et rétention des connaissances et compétences sur le long terme.
	<i>IP 1.1.2.5</i> : Nombre de mécanismes opérationnels visant à rapprocher les communautés et les forces de sécurité	0	8	2	3	400% - 8 mécanismes opérationnels pour rapprocher les communautés et les forces de sécurité sont opérationnels Kasai Central : 4 CLSP ont été établis (Luisa ; Ndekesha ; Tshimbulu ; Nganza) à l'issue de sensibilisation des communautés sur la doctrine de police de proximité (PNUD/UNPOL); Kasai Oriental : 1 CLSP établi à Dibindi (OIM) Sud Kivu : 1 CLSP établi à Kamituga (OIM) Haut Katanga : 1 CLSP établi à Kasapa (OIM) Nord Kivu : 1 CLSP établi à Kasapa (OIM) & Diagnostic inclusif de sécurité afin d'élaborer des plans locaux de sécurité dans les territoires de Rutshuru et Masisi (PNUD/HCR/UNPOL) Haut Uélé : Diagnostic inclusif de sécurité afin d'élaborer des plans locaux de sécurité à Faradje (PNUD/HCR/UNPOL)	Rapport projet PAJURR; Rapport projet conjoint PNUD/HCR	MONUSCO (UNPOL) / PNUD / OIM / BCNUDH	Ces appuis sont réalisés en respect des procédures de la HRDDP. Le BCNUDH a préparé des évaluations des risques liée à la HRDDP pour des projets OIM et UNPOL d'appui à la PNC pour la mise en place de la police de proximité à Kinshasa, Lubumbashi, Mbuji Mayi, Goma, Bukavu, Uvira, Fizi, Kaleme, Kananga et Tshipuka. Il est aussi nécessaire de pouvoir évaluer la question de la définition des CLSP et s'assurer de l'harmonisation des approches et des CLSP (en alignement sur le PAQ-2).

	<i>IP 1.1.2.6</i> : Nombre de traités et conventions internationaux et régionaux relatifs au contrôle des armes ratifiés par l'Etat et connaissant un début de mise en œuvre	3	5	4	5	NA - 6 Accords et traités internationaux ratifiés par la RDC : * Protocole des Nations Unies sur les armes à feu; * Membre des instruments internationaux de tracage; * Partie au programme d'action des Nations Unies ainsi que l'instrument d'enregistrement des armes conventionnelles des Nations Unies. * Etat partie au Protocole de la SADC sur le contrôle des armes à feu, munitions et autres matériels connexes. * Etat partie au Protocole de Nairobi pour la prévention, le contrôle et la réduction des armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs et la corne de l'Afrique. * Ratification en 2018 de la Convention centrafricaine sur le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions, pièces et composants pouvant être utilisés pour leur fabrication, réparation et assemblage (connue sous le nom de Convention de Kinshasa).	UNMAS	Des informations complémentaires sont nécessaires quant aux actions de mise en œuvre de ces traités en 2020.
	<i>IP 1.1.2.7</i> : Nombre des armes légères et de petit calibre perimant aux services de sécurité de l'Etat marquées, enregistrées et sécurisées conformément aux normes et standards régionaux et internationaux	14000	70000	Cible totale cumulative: 22 000 (dont 14 000 en 2019; 8 000 en 2020)	Cible totale cumulative: 30 000(dont 22 000 en 2019/2020; 8 000 en 2021)	100% - En 2020, 8,021 armes légères et de petit calibre appartenant aux services de sécurité de l'Etat marquées, enregistrées, et 5,788 sécurisées (Total 22 021)	UNMAS	Recommandation: Revoir la cible globale car 70 000 semble sous-estimés face à l'ampleur du phénomène.
Produit 1.1.3 : Le dialogue politique au niveau national, provincial et local ainsi que des mécanismes alternatifs de règlement des conflits sont promus et contribuent à la réconciliation, la cohésion sociale et la culture de paix. (MONUSCO, ONUFEMME, BCNUDH, PNUD, OIM, HCR, UNHABITAT,...)	<i>IP 1.1.3.1</i> : Nombre des provinces disposant des mécanismes de dialogue social, démocratique et politique opérationnels	ND	26	8	8	88% - 7 Provinces disposent de mécanismes de dialogue social, démocratique et politiques Nord Kivu : 1 mécanisme provincial de coordination et de gouvernance est en place comprenant la participation des autorités locales et provinciales et de la société civiles (PNUD); 3 CLPD sont également en place et opérationnels dans les chefferies de Bashali; Bwisha et Watalinga (PNUD); Appui aux mécanismes communautaires de dialogue politique (SSU); 5 Groupes de Dialogue permanents à Mavivi, Binga, Bulungo, Kabasha, Kamango (OIM); Tanganyika : Mécanisme communautaire (UNESCO); 2 CLPD sont mis en place et opérationnels dans les territoires de Kansabala et Tumbwe (PNUD/BCNUDH/OIM); Kasaï Oriental : Mécanismes communautaires établis (ONU Femmes) Kasaï : 5 CLPD sont mis en place et opérationnels au niveau des groupements de Mandjumba, Kamba Ngoma, Bakua Mbuyi, Kamba Kotshi Mpasu et Kamba Tshinvuanda Mungamba (PNUD/BCNUDH) Kasaï Central : 6 CLPD mis en place et opérationnels au niveau des groupements de Kalambumbuji ; Anayangala ; Bena Manda ; Bakuatshienza ;Bena Katamba et Bakuampia (PNUD). Stad Kivu : Appui aux mécanismes communautaires de dialogue politique (SSU); Ituri : Appui aux mécanismes communautaires de dialogue politique (SSU);	SSU / PNUD / ONUFEMMES / HCR / OIM	Il y a un besoin de redéfinition de l'indicateur - est ce que nous parlons des mécanismes au niveau provincial ou des mécanismes qui sont présent au sein de l'entité provinciale. Il faudrait également déterminer les degré d'opérationnalisation.
	<i>IP 1.1.3.2</i> : % des conflits inter et intra-communautaires des zones cibles ayant abouti à des solutions durables	ND	60%	ND	ND	ND - Stabilité / Entre Décembre 2019 et Octobre 2020, la perception des relations entre groupe ethnique (intra-inter) par les populations urbaines de l'Est demeure stable et bonne (70% des personnes interrogées affirment avoir des bonnes relations avec les membres de leur groupe ethnique ou d'autres). Ituri : 60 % des conflits traités sont résolus ou transférés aux autorités supérieures (SSU) Tanganyika : 80% des conflits intercommunautaires Twa/Bantous sont résolus (UNESCO)	SSU / PNUD / UNESCO	Différentes sources des informations / Difficulté pour agréger les données selon des méthodologies de collecte différentes; SSU : Indicateur 1a.1.1 % des conflits traités qui sont résolus ou transférés aux autorités supérieures
	<i>IP 1.1.3.3</i> : % des communautés cibles disposant des mécanismes fonctionnels de prévention, de résolution et de gestion efficace des conflits	ND	80%	ND	ND	ND - Oui partiellement - Des mécanismes de dialogue social, démocratique et politique sont opérationnels au niveau national, provincial et local; Ituri: 80% des structures accompagnées ont atteint le seuil d'efficacité (SSU); Tanganyika: 85% des communautés Twa et Bantous de Nynza, Kabalo et Kalemie (UNESCO); 2 CLPD mis en place au niveau des territoires (PNUD/BCNUDH) Nord Kivu: 59 conflits fonciers identifiés dans la zone de Beni dont 20 ont été résolus (OIM); 3 CLPD mis en place et opérationnels dans les chefferies de Bashali; Bwisha et Watalinga (PNUD); CLPD (ONU Femmes) Kasaï : 5 CLPD sont mis en place et opérationnels au niveau des groupements de Mandjumba, Kamba Ngoma, Bakua Mbuyi, Kamba Kotshi Mpasu et Kamba Tshinvuanda Mungamba (PNUD/BCNUDH) Kasaï Central : 6 CLPD mis en place et opérationnels au niveau des groupements de Kalambumbuji ; Anayangala ; Bena Manda ; Bakuatshienza ;Bena Katamba et Bakuampia et 40 CLPD sont également opérationnels dans les différentes localités des territoires de Kazumba, Dibaya et Luiza et Kananga (PNUD).	SSU / PNUD / BCNUDH / OIM / ONUFEMMES	Différentes sources des informations / Difficulté pour agréger les données selon des méthodologies de collecte différentes; SSU : Indicateur 1a.2 % des structures accompagnées qui ont atteint le seuil d'efficacité
Effet 1.2 : D'ici 2024, les populations vivant en RDC, plus spécifiquement les plus vulnérables (femmes, enfants, réfugiés et déplacés) jouissent de leurs droits humains, en particulier l'accès équitable à la justice, (y compris la justice juvénile), à l'identité juridique et la protection, à travers le renforcement des systèmes judiciaire, sécuritaire, des capacités de veille des organisations de la société civile sur les droits humains et la redevabilité institutionnelle (HCR, OIM, ONU Femmes, PNUD, MONUSCO, BCNUDH, UNFPA, UNICEF, HCR, OIT,...)	<i>IE 1.2.1</i> : % des traités internationaux relatifs aux droits humains ratifiés par l'Etat et connaissant un début de mise en œuvre	ND	80%			PROGRES - La RDC a déposé les instruments de ratification de la Charte Africaine des droits et du Bien Etre de l'Enfant (Addis Abeba) et de la Charte Africaine des Droits de l'Homme portant création de la Cour Africaine des Droits de l'Homme; * Convention Internationale portant protection des personnes en situation de handicap (2015) - une proposition de loi est adoptée à l'AN et en examen au Sénat (2020); * Convention de Kampala portant assistance et protection des personnes déplacées en Afrique a été ratifiée en 2014 et les instruments de ratification sont en cours de transmission; * Protocole de la Convention contre la torture - Le Ministère des Droits Humains a mis en place un mécanisme national de prévention de la Torture (en discussion sur son opérationnalisation)	BCNUDH	
	<i>IE 1.2.2</i> : Nombres d'institutions nationales des droits Humains opérationnelles et efficaces	1	4			PROGRES - 3 institutions nationales des droits humains sont opérationnelles et efficaces: Commission Nationale des Droits de l'Homme; Comité Interministériel des Droits de l'Homme; Commission Droits de l'Homme de l'Assemblée Nationale	Rapports BCNUDH; Documents des Institutions Nationales	BCNUDH

	IE 1.2.3 : Taux de réduction du nombre des violations des droits Humains documentés attribuables aux Agents de l'Etat	15 % entre 2018-2019	40%			LEGERE REDUCTION - En 2020, le BCNUDH a documenté 3 359 violations des droits de l'homme allégués aux forces de sécurité contre 3544 violations documentées en 2019.		BCNUDH	En 2020, le BCNUDH a documenté 7,909 violations des DH en RDC représentant une augmentation de 21% par rapport à 2019. Au total, 3359 violations des DH sont alléguées aux forces de sécurité soit 42,4%. 4550 violations des DH sont alléguées aux groupes armés et milices qui sont les principaux responsables des violations documentées.
	IE 1.2.4 : % d'enfants de moins de 5 ans ayant été enregistrés par une autorité civile, ventilé par âge et par sexe (cible ODD 16.9)	40.1%	55%			NA	MICS	UNICEF / UNFPA	Pas de MICS en 2020. Besoin de reconduire une enquête de ménage pour actualiser. Et besoin d'intégrer les initiatives en matière d'enregistrement des décès et des causes de décès qui sont mis en œuvre par la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (à partir de 2021)
	IE 1.2.5 : % de la population carcérale ventilée par âge et par sexe en instance de jugement (cible ODD 16.3)	82%	50%			NA	Rapport des travaux de monitoring de la détention préventive réalisé à la Prison Centrale de Bukavu par les membres de la cellule dédiée à la détention préventive	MONUSCO (Corrections) / PNUD	La méthodologie de calcul de cet indicateur est inconnue - il est compliqué de compiler des données différentes. Les informations additionnelles pourraient être collectées au niveau de la Division Pénitentiaire du Ministère de la Justice
	IE 1.2.6 : Disponibilité d'un fichier général de la population basé sur l'état civil et contenant les informations sur l'identité juridique de la population (données biométrique, données biographiques, numéro d'identification unique)	0	1			0 - La mise en place du fichier général de la population et l'adoption d'un identifiant unique pour les nationaux et les étrangers résidant en RDC font l'objet des discussions au niveau des experts nationaux relevant des Ministères sectoriels, en collaboration avec l'Office National de l'Identification de la Population (ONIP).		UNICEF / UNFPA / PNUD	
Produit 1.2.1 : Les mécanismes de protection des droits humains y compris ceux des enfants sont renforcés, les populations sont sensibilisées, informées sur leurs droits et sont capable de s'en prévaloir (UNICEF, HCR, OIM, UNFPA, CNDH, Onu Femmes, UNMAS, HCR, OIT,.....)	IP 1.2.1.1 : Nombre d'enfants de moins de 5 ans dont la naissance est enregistrée à l'état civil (ventilé par sexe)	ND	100 000	1 069 337 (sans distinction de moins de 5 ans - UNICEF) & 1 000 000 (INEPA)	1 143 939 (sans distinction de moins de 5 ans - UNICEF) & 2 400 000 (INEPA)	180% - 1 209 759 (F:612 976 / G: 596 783) enfants ont été enregistrés à la naissance dans le délai légal des 90 jours suivants la naissance (UNICEF) ; 2 477 473 enfants ont été enregistrés au cours de la campagne gouvernementale de rattrapage scolaire réalisée en 2019-2020 avec l'appui technique du Consortium CIVIPOL (UNFPA)	Système de l'administration Inférieur	UNICEF / UNFPA	Revoir la cible globale pour 2024.
	IP 1.2.1.2 : Nbre de plaintes déposées et traitées par la justice militaire et civile	3 268	4 445	Cible totale cumulative 3 500 (dont 3 268 en 2019; 232 en 2020)	Cible totale cumulative 3 735 (dont 3500 en 2019/2020; 235 en 2020)	463% - 1073 dossiers de VBG ont été déposés auprès des juridictions civiles et militaires aboutissant à 304 décisions judiciaires (291 jugements dont 241 condamnations et 50 acquittements 12 classements sans suite et 1 désistement)	Rapport PNUD (JAD)	MONUSCO (UNPOL) / BCNUDH / PNUD /	Revoir les cibles pour 2021 et 2024. Il faut préciser que cet indicateur se limite aux dossiers de VBG enregistrés et non à tous les dossiers enregistrés dans les cours et tribunaux.
	IP 1.2.1.3 : Existence d'un cadre national opérationnel de redevabilité en matière de violence basée sur le genre	0	1	1	1	0% - Aucun cadre national opérationnel de redevabilité en matière de VBG		UNFPA / ONUFEMMES	
	IP 1.2.1.4 : Nombre de mécanismes communautaires de promotion des droits en matière de procréation et de protection contre la violence sexiste mis en place et opérationnels	2	3	4	4	NA - 140 mécanismes communautaires de promotion des droits est mis en place et opérationnel * Redynamisation de la ligne verte 122 pour l'assistance et la prise en charge de victimes des SGBV (BCNUDH); * Cellule des Femmes pour la Résolution Pacifique des conflits communautaires a été mise en place à Kamako (Kasai). 57 Actes d'engagement signés par des leaders au sein de la communauté en faveur de la masculinité positive et de l'égalité entre les sexes (ONUWOMEN). * 10 Clubs genre de quartiers de prévention, référencement et de protection des femmes et jeunes filles ont été mis en place dans la commune de Maïete et Ngaliema à Kinshasa (ONUWOMEN). * 3 comités locaux de sensibilisation et de monitoring des violences faites aux femmes et filles sont mis en place au Sud Kivu. * 6 mécanismes WARAs (Women Right Activist) sont mis en place au Nord Kivu à Rutshuru, Nyirangongo, Masisi, Sake, Butembo et Lubero (ONUWOMEN). * 119 mécanismes communautaires y compris les réseaux communautaires (hommes, jeunes, femmes, leaders religieux & traditionnels, chefs de famille, enseignants et étudiants) de prévention, d'alerte, de référencement et de protection contre les VBG mis en place et fonctionnels (PNUD)	Rapports projets	UNFPA / ONUFEMMES / BCNUDH/PNUD	La liste des 3 mécanismes communautaires en baseline n'est pas connue, ni la nature des mécanismes communautaires en soi. Il faut parvenir à redéfinir l'indicateur pour assurer de la cohérence dans les éléments donnés et l'évaluation. Il faut également tenir compte de la définition d'opérationnalisation et de la durabilité de ces mécanismes.
	IP 1.2.1.5 : Nombre de personnes, en particulier de personnes vulnérables, ayant reçu une éducation aux risques liés aux mines, aux REG et aux ALPC	85000	400 000	Cible totale cumulative 255 000 (dont 170 000 en 2019/2020; 85 000 en 2021.)	Cible totale cumulative 170 000 en 2019; 85 000 en 2020)	40% - 34 723 (6357 hommes, 9055 femmes, 9107 garçons et 9721 filles) ont reçu une éducation aux risques liés aux mines, REG et ALPC dans les territoires de Fizi (Sud Kivu), Territoire de Pweto (Haut Katanga); Territoires Beni, Walikale, Lubero, Nyirangongo (Nord Kivu) et Territoires de Kabambare, Lubutu, Punia (Maniema)	CCLAM.	UNMAS	
	IP 1.2.1.6 : Existence d'un plan action national et budgétisé de lutte contre le mariage des enfants	0	1	1	1	0% - 1 Plan National de Lutte contre le mariage des enfants est en cours d'élaboration * Un plan provincial de lutte contre le mariage précoce est en cours de finalisation au Nord Kivu		UNFPA / UNICEF ONUFEMMES	Aucune intervention d'UNICEF en 2020 / Des informations additionnelles peuvent être recherchées au niveau du Ministère du Genre
	IP 1.2.1.7 : Existence d'un cadre juridique et institutionnel révisé de l'identité juridique et de l'état civil	0	1	0	0	NA ; Les discussions sont en cours. Un travail technique a déjà été fait pour la révision du code de la famille (sous le leadership du consortium de Civipol dont UNFPA fait partie avec l'appui technique de l'UNICEF)		UNFPA / UNICEF / PNUD	Plaidoyer sera poursuivi en 2021 pour l'adoption d'un nouveau cadre juridique

	<i>IP 1.2.1.8</i> Existence d'un système d'interopérabilité entre la santé, l'état civil et l'Institut National des Statistiques facilitant l'enregistrement numérisé des faits d'état civil (<i>Naissances, mariage et décès et des causes des décès</i>) et l'identification de la population	0	1	0	0	NA - Les discussions sont en cours. Un travail technique a déjà été fait pour la révision du code de la famille (sous le leadership du consortium de CivPol dont UNFPA fait partie avec l'appui technique de l'UNICEF)		UNFPA / UNICEF	Plaidoyer sera poursuivi en 2021 pour l'adoption d'un nouveau cadre juridique
	<i>IP 1.2.1.9</i> : Nombre de personnes dotées des capacités sur la lutte contre le travail des enfants dans le secteur minier	0	500	0	100	NA : 12 330 personnes (fonctionnaires, représentants du secteur privé, ONG, Société civile) ont été formées en matière de lutte contre le travail des enfants	Rapports du Ministère des Mines (CISTEMA), Rapports du Ministère du Travail (CNLPFTE), Rapports OIT	OIT	Besoin de compléter ces informations sur les thématiques exactes de ces formations. Il faut en outre garder à l'esprit la nature ponctuelle et spécifique de ces formations quant à l'acquisition réelle et durable des connaissances et compétences et leur rétention.
Produit 1.2.2 : L'état de droit est restauré grâce à l'accès à une justice équitable pour tous les citoyens, en particulier les plus vulnérables (y compris réfugiés) rendant effective la lutte contre l'impunité. (BCNDH, UNFPA, PNUD, ONU Femmes, MONUSCO, HCR,...)	<i>IP 1.2.2.1</i> : Nombre d'audiences foraines organisées	93	465	40 (BCNUDH)	70 (BCNUDH)	35% - 10 audiences foraines ont été organisées; * 7 AF organisées dans le cadre de l'exécution des stratégies provinciales de priorisation des poursuites dont l'Affaire Luiza (Kasai Central); Affaire Sheka (Nord Kivu); Affaire Miriki (Nord Kivu); Affaire Bukanga (Sud Kivu); Affaire Hamakombo (Sud Kivu); Affaire Migamba (Sud Kivu); Affaire Biakato (Ituri). * 3 AF organisées en matière de lutte contre les VBG: TGI de Kananga; AF à Walungu avec le TGI de Kamituga; AF à Aru avec le TGI Bunia;	Rapport PNUD; Rapport BCNUDH	MONUSCO (JSS/Corrections/UNPOL) / BCNUDH / PNUD	Risque de double comptage entre les différents acteurs (PNUD: 7 AF + 3 AF); BCNUDH (14 AF dont 7 AF stratégie de poursuite); MONUSCO JSS (12 AF - 3 Ituri; 6 SK; 1 NK; 2 KC / dont 9 avec BCNUDH)
	<i>IP 1.2.2.2</i> : Nombre de personnes vulnérables ainsi que de survivantes de SGBV ayant accès à la justice	19 725	25 000	20 000 - 5 000 enfants (UNICEF) & 15 000 femmes (BCNUDH)	40 000 - 10 000 enfants (UNICEF) & 30 000 femmes (BCNUDH)	14% - 2477 survivant(e)s de VSBG et 369 personnes vulnérables ont eu accès à la justice PNUD: Lutte contre l'impunité des crimes de droit international - 369 personnes ont bénéficié d'une assistance judiciaire : 8 victimes (dont 2 femmes) ont obtenu justice au premier degré (Affaire Laiza); 94 enfants en conflit avec la loi ont bénéficié d'une assistance judiciaire; 32 prévenus poursuivis pour crimes internationaux bénéficié d'une assistance judiciaire et 235 détenus préventifs ont également été assistés; Lutte contre les VBG - 1073 survivant(e)s ont bénéficié d'un accompagnement juridique et judiciaire. UNICEF: 322 survivantes VSBG (212 filles et 110 femmes) ont bénéficié d'une prise en charge légale en 2020 BCNUDH: 283 victimes de VSBG (dont 1 garçon, 177 filles, 5 hommes et 100 femmes) ont bénéficié de la prise en charge juridique ONUFEMMES: 799 victimes de VSBG ont bénéficié d'une prise en charge holistique		BCNUDH / UNICEF / PNUD / ONUFEMMES	Risque de double comptage entre les différents acteurs
	<i>IP 1.2.2.3</i> : Nombre de jugements rendus et effectivement exécutés surtout pour les violences envers des femmes et enfants	95	400	Cible totale cumulative 100 (dont 95 en 2019; 5 en 2020)	Cible totale cumulative 110 (dont 100 en 2019/2020; 10 en 2021)	0% - Aucune décision judiciaire n'a été pleinement exécutée en raison de l'absence de décisions civiles des réparations. *7 décisions judiciaires ont été rendues (6 décisions au premier degré; 1 décision au premier et dernier degré) dans le cadre de l'exécution des stratégies de priorisation des poursuites liés aux dossiers de crimes de droit international. Ces décisions ont été exécutées au niveau pénal mais non au civil (réparations). * Lutte contre les VBG: 294 décisions judiciaires rendues dont 244 condamnations et 45 acquittements (PNUD) BCNUDH: 155 décisions judiciaires rendues en matière de VSBG dont 140 condamnations (103 FARDC, 28 PNC, 8 GA, 1 civil) et 15 acquittements.		BCNUDH / PNUD	Il est nécessaire de revoir la définition de l'indicateur pour connaître précisément ce qui est attendu et de quelle décisions judiciaires il s'agit (quel domaine). Il y a également des risques de double comptage entre les différentes agences (Données PNUD: Kananga (39 Cond et 18 Acquit; BCNUDH Kananga 44 Cond et 4 Acquit; Kinshasa: 82 jugements rendus (74 condamnations, 6 acquittements, 1 désistement, 1 classé sans suite); Sud Kivu: 57 Jgts (42 condm, 12 acqts et 3 cls); Ituri: 50 décisions rendues (45 condamnations et 5 acquittements)
	<i>IP 1.2.2.4</i> : Nombre des cas de violation des droits de l'homme documentés par les institutions internationales et nationales de Droits de l'Homme en conformité avec les standards internationaux	6545	25 000	Cible totale cumulative 9545 (dont 6545 en 2019; 3000 en 2020)	Cible totale cumulative 12 545 (dont 9545 en 2019/2020; 3000 en 2021)	310% - La CNDH a enregistré 9320 violations des droits humains en 2019 pour toute l'étendue de la RDC. Le rapport de 2020 est en cours d'élaboration. Le BCNUDH pour l'année 2020 a documenté 7.909 violations des DH en RDC représentant une augmentation de 21% par rapport à 2019.	BCNUDH / Rapport 2019 de la CNDH	MONUSCO (JSS) / BCNUDH	Revoir les cibles pour 2021 et 2024 au vu de l'ampleur du phénomène. Il faut noter que les rapports de la CNDH sont publiés l'année suivante.
	<i>IP 1.2.2.5</i> : % des cas de violation des droits Humains (vantié par sexe) ayant obtenu au moins un premier jugement	48%	60%	50%	54%	5,22% des violations des droits humains ont connu un jugement au moins premier degré (413 décisions judiciaires). Dans le cadre de l'exécution des stratégies provinciale de priorisation des poursuites: 7 décisions judiciaires ont été rendues dans le cadre des dossiers prioritaires. Leur exécution pénale est effective mais les réparations ne le sont pas. 294 décisions judiciaires rendues dans le cadre de la lutte contre les VBG sur 1073 dossiers déposés (27,1%)		BCNUDH / PNUD	Il est nécessaire de revoir la définition de l'indicateur et les données recherchées pour assurer une cohérence dans l'évaluation des progrès.
	Produit 1.2.3 : Les capacités de l'Etat à remplir ses obligations de respect, de protection et de prévention des violations des droits Humains à travers l'instauration effective de mécanismes et d'outils de redevabilité et de protection sont renforcées (BCNUDH, UNFPA, PNUD, ONU Femmes, MONUSCO, HCR, OIT, UNMAS,...)	<i>IP 1.2.3.1</i> : Nombre de mécanismes de protection et de prévention des violations des droits Humains effectifs, respectant les conventions internationales	48	Au moins 60 réseaux de protection locaux	50	53	96% - 48 mécanismes de protection et de prévention des violations des droits Humains sont effectifs et respectent les conventions internationales		BCNUDH
<i>IP 1.2.3.2</i> : Existence de mécanismes d'enregistrement des réfugiés et de production des statistiques respectant les conventions internationales		Non	Oui	Oui	Oui	100% - Oui - L'Etat a la responsabilité principale en matière d'enregistrement; le HCR intervient en appui. Le HCR et le CNR procèdent conjointement à l'enregistrement des réfugiés et demandeurs d'asile. Au 31 Décembre 2020, la RDC accueille 490 243 réfugiés (213 777 Rwandais; 173 731 Centre Africains; 54 755 Sud Soudanais; 46 829 Burundais; 1 151 d'autres nationalités) et 1484 demandeurs d'asile.	HCR / CNR	HCR	

	<i>IP 1.2.3.3</i> : Nombre des rapports périodiques aux standards internationaux sur la mise en œuvre des instruments juridiques de protection (Homme, Femmes, enfants, réfugiés, déplacés etc.) publiés	21 rapports (BCNUDH+OIT)	78 rapports (BCNUDH+OIT)	Cible totale cumulative 24 rapports (dont 21 en 2019; 3 en 2020)	Cible totale cumulative 24 rapports	166% - 5 rapports ont été élaborés et soumis au courant de l'année 2020 * Rapport additionnel relatif au 4 ^e Rapport périodique de la République Démocratique du Congo sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (Janvier 2020) (BCNUDH); * Comité Interministériel des Droits Humains (CIDH) a élaboré le rapport additif au 2 ^e rapport périodique de la RDC sur la mise en œuvre de la Convention contre la torture (rapport soumis en septembre 2020); * Rapport des 20 ans de la mise en œuvre de la Résolution 1325 (ONUFEMMES); * Rapport d'examen national volontaire des ODD soumis en 2020 (ONUFEMMES); * Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies sur les Violences Sexuelles liées aux conflits soumis en 2020 (ONUFEMMES)	BCNUDH / HCR/ OIT/ ONUFEMMES / UNICEF	UNICEF: Le prochain rapport portant sur la mise en œuvre de la CDE est attendu pour publication en 2022. Il est en cours d'élaboration en 2021		
	<i>IP 1.2.3.4</i> : Nbre de cours et tribunaux fonctionnels y compris le système des audiences foraines	ND	176	ND	ND	Total: 81 institutions judiciaires civiles Ituri : 14 institutions fonctionnelles (1CA, 1PG, 1TGI, 1PGL, 5Tripaix et 5 Parquets près le Tripaix); Nord Kivu : 20 institutions fonctionnelles (1CA, 1PG, 1TGI, 1PGL, 6Tripaix, 6 Pargets près le Tripaix, 1TPE, 1TC et 2 Sièges secondaires) Sud Kivu : 28 institutions fonctionnelles (1CA, 1PG, 2TGI, 2PGL, 9Tripaix, 9 Parquets près le Tripaix, 1TPE, 1TC et 2 Sièges secondaires) Kasaï Central : 7 institutions fonctionnelles (1CA, 1PG, 2TGI, 2PGL, 1Tripaix); Kasaï : 7 institutions fonctionnelles (1CA; 1 PG; 1 TGI; 2 PGI; 1 Tripaix; 1Parquet) Kinshasa : 5 institutions fonctionnelles (2 TGI; 2 PGI; 1 TPE)	MONUSCO (JSS) / BCNUDH / PNUD	Cet indicateur doit être revu et précisé pour assurer une cohérence dans l'évaluation et les données fournies par les acteurs. Il est ici tenté de faire une cartographie des institutions judiciaires civiles qui ont bénéficié d'un appui. Il serait intéressant de pouvoir recouper les informations avec le Ministère de la Justice.		
Effet 1.3 : D'ici 2024, les institutions publiques, les médias et la société civile, au niveau central et décentralisé exercent efficacement leurs rôles pour une gouvernance démocratique apaisée, efficace et inclusive, porteuse d'effets sur la participation citoyenne et le renforcement de l'état de droit (PNUD, UNICEF, ONU Femmes, MONUSCO, ...)	<i>IE 1.3.1</i> : Indice de la qualité globale des institutions nationales	2,8 (2017)	3,1			PROGRES - Notes globales de la CPIA pour la RDC (2019): 2,9	Banque Mondiale: https://www.banquemondiale.org/fr/region/afri/publication/in-five	PNUD		
	<i>IE 1.3.2</i> : Indice de gouvernance de Mo Ibrahim pour la RDC	32,1	38			RECU - Indice de gouvernance Mo Ibrahim: 31,7 (RDC est 49 ^{ème} sur 54) en 2020	Indice de gouvernance Mo Ibrahim (https://iag.online/)	PNUD		
	<i>IE 1.3.3</i> : Indice de perception de la corruption?	20	25			RECU - Indice de perception de la corruption (Transparency International) en 2020 pour la RDC: 18 (170 ^{ème} pays sur 180)	Transparency International Indice de perception 2020 (https://www.transparency.org/en/corruption/2020)	PNUD		
	<i>IE 1.3.4</i> : Taux de participation aux élections Nationale, Provinciale et Locale (ventilé par âge, par sexe et par province)	47,56%	60%			NA - Pas d'élection en 2020			PNUD	
	<i>IE 1.3.5</i> : Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services publics a été satisfaisante (Cible ODD 16.6)	ND	60%			NA / RECU - L'accès des populations aux services publics de base dans les centres urbains varie selon la catégorie des services publics et les différents territoires. L'année 2020 a été marquée par un recul assez marqué au niveau des soins de santé, de l'école selon les sondages de perception. * Accès à la santé : 26% déclarent avoir un accès bon/très bon aux soins de santé en Octobre 2020 contre 33% en Décembre 2019 (légèrement supérieur à la situation en 2018, 23%) - Fort recul à Bunia (55% à 26%). * Accès à l'école : 30% déclarent avoir un accès bon/très bon à l'école en Octobre 2020 contre 53% en Décembre 2019 (légèrement supérieur à la situation en 2018, 24%) - Fort recul à Bukavu (54% à 37%) et Bunia (56% à 27%) * Accès au service de l'état civil : 37% déclarent avoir un accès bon/très bon au marché en Octobre 2020 contre 41% en Décembre 2019 (en recul)	Sondage de perception au niveau des centres urbains de Goma, Bukavu et Bunia (HHI) - http://www.peacebuildingdata.org/research/drc	PNUD	Il est nécessaire de revoir la définition de l'indicateur et fournir des informations additionnelles pour le calcul de cet indicateur. Il est nécessaire de préciser qu'il s'agit de mener une étude de satisfaction et non de perception sur l'accessibilité ainsi que de faire référence directement aux services publics.	
Produit 1.3.1 : Les citoyens, en particulier les femmes et jeunes, ont accès à l'information et participent efficacement aux instances de prise de décision et dans tous les secteurs de la société (politique, économique, sociale et culturelle) au niveau national, provincial et local (ONU Femmes, PNUD, BCNDH, MONUSCO, ...)	<i>IP 1.3.1.1</i> : Nombre de femmes présentes dans les instances de prise de décisions (parlement, gouvernement, assemblées provinciales, gouvernements provinciaux.)	144	300	160	180	98% - 157 femmes sont présentes dans les instances de prise de décision Assemblée Nationale: 49 femmes; Sénat: 20 femmes; Gouvernement National: 12 femmes; Assemblées provinciales (26 provinces): 76 Gouvernement provincial: 7,5% de participation des femmes (en 2020)	CENI	ONUFEMMES	La méthodologie de collecte de données à cet indicateur doit être précisée dans le temps car les Gouvernements sont sujets à remaniement. Il faut donc capturer l'image à un instant précis pour garantir la cohérence. La définition des cibles est ainsi particulièrement compliquée - il est nécessaire de regarder dans une logique de dynamique.	
	<i>IP 1.3.1.2</i> : Nombre de mécanismes participatifs dans la prise de décisions ouverts aux femmes et jeunes dans les processus de gestion des affaires publiques	7	8	Cible totale cumulative 8 (dont 7 en 2019; 1 en 2020)	Cible totale cumulative 8	NA			ONUFEMMES	
	<i>IP 1.3.1.3</i> : Nombre de femmes leaders, candidates ou aspirantes aux espaces de prises de décisions dont les capacités sont renforcées	543	1300	Cible totale cumulative 800 (dont 543 en 2019; 257 en 2020)	Cible totale cumulative 1000 (dont 800 en 2019/2020; 200 en 2021)	288% - 1225 femmes aspirantes et candidates ont bénéficié d'un renforcement de capacités en matière d'élaboration d'un projet électoral			ONUFEMMES	Il faut en outre garder à l'esprit la nature ponctuelle et spécifique de ces formations quant à l'acquisition réelle et durable des connaissances et compétences et leur rétention.
Produit 1.3.2 : Des élections libres, transparentes et démocratiques sont organisées conformément au cadre législatif à tous les niveaux, et dans un environnement sécurisé (ONU Femmes, PNUD, BCNDH, MONUSCO, ...)	<i>IP 1.3.2.1</i> : Nombre de scrutins organisés selon les standards démocratiques	3 (Présidentielle; législative nationale; législative provinciale)	5	3 (Présidentielle; législative nationale; législative provinciale)	3 (Présidentielle; législative nationale; législative provinciale)	NA/ Aucune élection organisée en 2020 en conformité avec le calendrier électoral		ONUFEMMES / PNUD	Recommandation: Revoir la cible de 2024 à 11	
	<i>IP 1.3.2.2</i> : Taux de participation aux élections pas sexe	47,56%	60%	NA	NA	NA/ Aucune élection organisée en 2020 en conformité avec le calendrier électoral		ONUFEMMES / PNUD	Revoir les données insérées dans la base de données.	
	<i>IP 1.3.2.3</i> : existence d'un mécanisme efficace de gestion des contentieux électoraux	0	1	0	1	100% - La CENI et les cours et tribunaux sont opérationnels et fonctionnels pour la gestion des contentieux électoraux.		ONUFEMMES / PNUD		

<p>Produit 1.3.3 : Les OSC intervenant dans le domaine de la gouvernance disposent des capacités organisationnelles, techniques, institutionnelles et contribuent, grâce à la participation citoyenne, à l'amélioration de la gestion des affaires publiques et à la redevabilité (reddition des comptes) PNUD, Omi Femmes BCNUDH, OIM, MONUSCO, UNHABITAT, OIT, ...</p>	<p>IP1.3.3.1 : Nombre d'acteurs de la société civile, des associations des femmes, des organisations syndicales et d'employeurs dotés des capacités sur l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques publiques</p>	410	1237	<p>Cible totale cumulative 560 (dont 410 en 2019; 150 en 2020)</p>	<p>Cible totale cumulative 730 (dont 560 en 2019/2020; 180 en 2021)</p>	<p>1090% - 1 651 acteurs de la société civile sont formés PNUD: 1 635 acteurs de la société civile (organisations des femmes et des jeunes) de 3 ETD du Nord Kivu ont bénéficié de renforcement de capacités en matière de développement, mise en œuvre et suivi-évaluation des politiques publiques (participation/renforcement aux CLPD; implication dans l'évaluation des plans d'investissement annuels (PAI) de 2019 et dans le développement du PAI de 2020 ; participation au processus de budgétisation participative et la sélection des projets qui ont été inclus dans la budgétisation participative par leurs entités respectives pour l'exercice 2021) BCNUDH: 26 (10 femmes) de la société civile formés, 150 acteurs sensibilisés sur le suivi et implementation du droit d'accès à l'éducation primaire. BIT: douze centrales syndicales siégeants au conseil national du travail ont été renforcé sur les normes internationales du travail et dialogue social</p>	<p>Rapport projet Leadership PNUD; Rapport BCNUDH.</p>	<p>BCNUDH / PNUD / OIT / UNESCO / UNFPA / HCR</p>	
	<p>IP1.3.3.2 : Nombre de réseaux locaux et régionaux renforcés pour la veille et l'effectivité d'un système sur la redevabilité des élus et des institutions</p>	5	6	5	5	<p>NA/7 réseaux mis en place et opérationnels contribuent à renforcer la redevabilité Kinshasa: Institution Académique des DH (BCNUDH); Réseau des femmes élues provinciales et locale (ONUFEMMES) et Dynamique Nationale des Femmes Candidates (ONUFEMMES); Haut Katanga: Coordination provinciale de DYNAFEC (ONUFEMMES) Lualaba: Coordination provinciale de DYNAFEC (ONUFEMMES) Kasai: Coordination provinciale de DYNAFEC (ONUFEMMES) Bas Congo: Coordination provinciale de DYNAFEC (ONUFEMMES)</p>	<p>Rapport projet Leadership PNUD; Rapport BCNUDH, Rapport OIT</p>	<p>ONUFEMMES / BCNUDH / PNUD / OIT / UNESCO / UNFPA / HCR/OIT</p>	
	<p>IP1.3.3.3 Existence des mécanismes de reddition de compte opérationnels au niveau national, provincial et local</p>	Non	Oui	Non	Oui - au niveau local	<p>PROGRES - 2 Réseaux OSCs (réseaux DESC et Etudiants Université) ont été formés en audit social et DESC (BCNUDH). Processus en cours au niveau local dans les provinces du Nord Kivu et Haut Uele sur l'élaboration de Plans Locaux de Développement et des mécanismes de redevabilité et de suivi-évaluation afférent (PNUD/HCR)</p>	<p>Rapport projet Leadership PNUD, Rapport BCNUDH</p>	<p>BCNUDH / PNUD / OIT / UNESCO / UNFPA / HCR</p>	<p>BIT - Aucune activité en 2020 / PNUD consultance en cours pour le renforcement des mécanismes de gouvernance locale, l'élaboration de Plans Locaux de Développement y compris des mécanismes de suivi-évaluation et reddition des comptes</p>
	<p>IP1.3.3.4 Existence des cadres de concertations entre parties prenantes (y compris les organisations syndicales et les organisations d'employeurs) opérationnels dans une perspective de dialogue social et politique</p>	Non	Oui	Oui	Oui	<p>Une session du Conseil National du Travail, regroupant le gouvernement, les organisations d'employeurs et des travailleurs a été tenue pour traiter de la question de l'extension de la protection sociale. Les représentants des organisations d'employeurs et des travailleurs ont bénéficiés d'une session de renforcement des capacités sur la gestion du COVID en milieu du travail à partir des outils élaborés par le BIT</p>	<p>Rapport METPS</p>	<p>OIT</p>	

Matrice de Suivi des Progrès dans la mise en œuvre de l'UNSDCF 2020-2024

RÉSULTATS	INDICATEURS					commentaires
	Intitulés	Baseline	Cible 2024	Progrès 2020	Source	
Axe 2 de l'UNSDCF : Croissance économique inclusive, développement agricole, capture du dividende démographique, protection sociale et gestion durable des ressources naturelles (Lead : PAM ; Co-Leads : FAO et UNFPA)						
Effet 2.1 : D'ici 2024, les populations congolaises jouissent d'une croissance économique inclusive durable portée par la transformation agricole, la diversification économique ouverte aux innovations et à la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes (PNUD, UNCDF, UNHABITAT, BIT, UNFPA, OMS, UNICEF ONUDI, ONU-Femmes, FAO, WFP, FIDA,....)	IE 2.1.1 Taux de croissance annuelle du PIB réel par habitant (Cible ODD 8.1)	4,9 % (2018)	9%	0,8%	Banque Centrale du Congo & Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique / Ministère du Plan	Les premières projections du PIB pour 2020 sur base des données de mars 2020 indiquait une forte contraction de croissance de -3 à -5%. Mais le confinement des travailleurs miniers dans leurs sites de production et la reprise rapide des cours des matières premières ont renforcé la résilience du secteur minier moteur de croissance l'économie congolaise, permettant ainsi à la RDC d'amortir le choc de la crise sanitaire de COVID-19.
	IE 2.1.2 : PIB/habitant (Cible ODD 8.1)	495\$ (2019)	Plus de 1000 \$	1146 \$ US	WDI/Banque Mondiale	CPCM et Ministère du Budget donne un PIB/hab de 1178 USD (en 2020 PPP \$). Mais, noter que RDH 2020 du PNUD donne un Revenu National Brut par habitant de 1063 \$ US (en 2017 PPP \$).
	IE 2.1.3 : Part de l'agro-alimentaire dans le PIB (en %)	16.6% (2016)	22%	15,08 % (2020)	BCC, Note de conjoncture 12/2020	La part de l'agriculture dans le PIB est appelé à diminuer dans le temps au profit des secteurs industriels et tertiaires à forte valeur ajoutée.
	IE 2.1.4 : Taux d'emplois (jeunes, femmes, jeunes)	H :63,3 %, F :59%, J :33 %	H :64 %, F :62%, J :33,5 %	Pas de données récentes disponibles.	Ministère du Plan	Le BIT appui le Ministère du Plan à travers la DEME dans la mise en place d'un modèle d'équilibre générale calculable pour la production des données macroéconomiques et de l'emploi
	IE 2.1.5 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté, par sexe et âge (seuil de 1,90 \$)	74 % (2017)	50%	76,6 % (2019)	Rapport mondial sur le développement humain (RDH) 2020	Le taux de pauvreté (au seuil de 1,2\$/jr/pers) est de 63,9% en 2019 (voir RDH 2020). Le taux de pauvreté multidimensionnelle (MPI)=64,5%; MPI Sévère: 36,8%; Population vulnérable à MPI: 17,4%; intensité de privation: 51,3%; et Population congolaise vivant dans la pauvreté multidimensionnelle : 54,23 millions .
	IE 2.1.6 : Revenu du secteur industriel par habitant	ND	5%			Il faut supprimer cet indicateur IE2.1.6, car il n'a aucune signification économique. L'indicateur qui suit (IE.2.1.7) est plus pertinent.
	IE 2.1.7 : Part de l'industrie manufacturière dans le PIB	5%	4%	10,80%	BCC, note de conjoncture 12/2020	Voir aussi le condensé statistique de la BCC de décembre 2020.
Produit 2.1.1 Les institutions publiques et privées œuvrant dans les secteurs porteurs de croissance sont dotées des capacités leur permettant de développer et de mettre en œuvre des stratégies ainsi que des politiques sectorielles efficaces (politiques agricole, des PME, migration vers la formalité, finance inclusive, Genre dans l'agriculture, Emploi), s'inscrivant dans un schéma de croissance économique inclusive et durable (PNUD, UNCDF, UNHABITAT, BIT, UNFPA, OMS, UNICEF ONUDI, ONU-Femmes, FAO, WFP MONUSCO, OIM, UNICEF, UNCDF, HCR,....)	IP 2.1.1.1 : Nombre de provinces et ETDs disposant des plans provinciaux et locaux de développement (y compris industriel) et dotées des mécanismes de S&E du développement efficaces	5 Provinces	26 provinces et 40 ETDS	- Onze (11) Plans Provinciaux de Développement (PDP) - 25 % Plans provinciaux/locaux de développement industriel.	Ministère du Plan & PNUD & ONUDI	11 provinces ont un PDP, deux PDP sont en élaboration pour les provinces du Kongo Central et du Kwilu.
	IP 2.1.1.2 : Existence des capacités nationales renforcées et des données de qualité pour le suivi du PNSD et des ODD (système statistique national, recensement, statistiques de l'état civil, enquêtes, profil du dividende démographique.)	Non	Oui	Non	Ministère du Plan & PNUD	Dans le secteur industriel, les programmes sont en cours de développement. Le retard dans le déploiement des activités est dû à la situation sanitaire actuelle.
	IP 2.1.1.3 Existence d'une législation nationale relative à la statistique conforme aux principes fondamentaux de la statistique officielle	Non	Oui	Non	Ministère du Plan/INS	La stratégie nationale de la statistique existe, mais elle devrait être réactualisée, avec l'appui des partenaires au développement.
	IP 2.1.1.4 : Nombre de bénéficiaires de services financiers auprès des institutions de microfinance et Coopec :	2 089 859 [42% femmes]	2 600 000 [47% femmes]	2 128 324 (2019) (commule)	BCC, Rapport annuel.	mettre à jour une fois que les données de 2020 disponible
	IP 2.1.1.5 : Nombre d'utilisateurs actifs de services financiers numériques	5 866 141 (2018)	6 500 000	21 621 631 (2019) dont 6 459 561 actifs. (commule)	BCC, Rapport annuel.	mettre à jour une fois que les données de 2020 disponible

	<i>IP2.1.1.6</i> : Nombre de politiques sectorielles sensible au genre élaborées ou mises à jour (Foncier, numérique, transition vers la formalité, agriculture, emploi et formation, inclusion financière, habitat, infrastructures résistantes au climat, emploi, travail, industriel etc.)	ND	15	4	Ministère du Plan (Politique de l'aide au développement) ; Ministère de l'industrie & ONUDI (Politique/schéma d'e l'industrialisation); Ministère de l'innovation et de la recherche scientifique (politique d'innovation). Ministère AT (politique nationale de l'AT)	L'ONUDI continue d'appuyer le Gouvernement congolais, à travers le ministère de l'industrie et les provinces dans le processus d'élaboration du Schéma de l'industrialisation. Ce document prend en compte également les aspects essentiels liés au genre et aux infrastructures dans le secteur industriel. L'UNESCO a appuyé techniquement le Ministère de la recherche scientifique et innovation technologique à l'élaboration du Document de politique nationale de la recherche scientifique prenant en compte en particulier la dimension genre, qui n'attend que sa validation. Le PNUD a appuyé le Ministère AT dans l'élaboration de sa politique sectorielle.
Produit 2.1.2 : <i>Des chaînes de valeur agricole porteuses sont développées à travers l'agro-business et la mise en place d'infrastructures de qualité s'inscrivant dans une dynamique de transformation structurelle de l'économie (FAO, PNUD, ONU Femmes, ONUDI, OIM, UNHABITAT, FIDA, PAM , ONUDI, OIM ,...)</i>	<i>IP 2.1.2.1</i> : existence d'une plateforme opérationnelle d'appui aux petits producteurs locaux (PAFA) pour leur inclusion dans le marché	Non	Oui	Oui	FAO Projet: OSRO/DRC/707/GER; Rapport d'activité du projet PICAGEL, PICAGL- UTF DRC 074 DRC – « Assistance technique pour la mise en œuvre de la chaîne de valeur Pêche et aquaculture dans les provinces du Sud Kivu et du Tanganyika. Mise en œuvre par la FAO	Le processus de l'ONUDI de déploiement de la plateforme d'appui aux petits producteurs locaux a repris après quelques moments d'arrêt de la pandémie. FAO: dans le cadre de ces projets de résilience la FAO a appuyé des petits producteurs dans le stockage, transformation, et commercialisation des produits agricoles. Une seconde plateforme mise en place c'est AGROMWINDA une plateforme de e-commerce reliant les petits producteurs aux acheteurs. Dans le cadre du projet PICAGEL, FAO: 1 plateforme d'écloserie installée à Kashusha/Bukavu pour produire les alevins et géniteurs de <i>Oreochromis Niloticus</i> ; 3 provenderies pour fabrication des aliments des poissons sont implantées à Kashusha/Bukavu, Kamanyola et à Kalemie; 4 centres d'alevinage aménagés pour la reproduction de tilapia et clarias à Nyakabera/ Bukavu, Kamanyola, Sange et Kalemie; 2 fours chorkors construits pilotes pour le fumage du poisson à Kalemie, Fizi et Uvira; La FAO a appuyé au courant de l'année 2020, la Cellule d'Elaboration des Mesures d'Application de la Loi Agricole (CEMALA) du Ministère de l'Agriculture, en vue de la révisation certains articles de la Loi agricole, promulguée le 24 décembre 2011. Les modifications apportées à ladite Loi sont actuellement soumises à l'Assemblée pour validation. L'adoption de ces modifications va engendrer des changements majeurs dans le secteur agricole, notamment avec la mise en place du Fonds National de Développement Agricole (FONADA), dont la mission principale sera de garantir les crédits et prêts accordés par les banques commerciales aux agriculteurs. Par ailleurs, grâce à l'appui de la FAO, le processus de formulation de la politique agricole nationale durable a été lancé par le Ministère de l'Agriculture au courant de l'année 2020.
	<i>IP 2.1.2.2</i> : Nombre des micro centrales hydroélectriques construites/réhabilités en appui aux activités agricoles dans les zones ciblées.	3	8	0	Ministère des Ressources Hydrolyque et Electricite	aucune micro centrale construite en 2020
	<i>IP 2.1.2.3</i> : Nombre des chaînes de valeurs agricoles développées.	5	15	5 (non cumulé)	ONUDI; FAO Projet: OSRO/DRC/707/GER, ONU Femmes	L'ONUDI travaille dans les filières agricoles du cacao, du bambou, du café et des cultures maraichères; Dans son projet PASA-NK le FIDA appuie les producteurs et leurs liens commerciaux dans 4 filières: maïs, riz, pomme de terre, manioc et café. FAO dans différents projets les principales chaînes de valeurs sont la pisciculture, le maïs, les cultures maraichères. ONU Femmes travaille sur la chaîne de valeur de la filière manioc dans son programme AgriFeD
	<i>IP 2.1.2.4</i> : Nombre de micro, petites et moyennes entreprises utilisant des plateformes de développement de fournisseurs pour des chaînes de valeur inclusives et durables	0	1000	2	ONUDI; FAO Projet: OSRO/DRC/707/GER, ONU Femmes: Buy From Women	L'ONUDI à travers son programme de programme intégrée REDD+ développe cette approche dans les provinces du Kongo Centrale et Kwango et veut attaquer le Nord Kivu et le Lualaba. FAO: Agro-Mwuinda. ONU Femmes travaille dans la professionnalisation des coopératives des femmes pour formaliser des contrats auprès du secteur privé au travers le concept des WEPS (Women's Empowerment Principles)
	<i>IP 2.1.2.5</i> : Existence d'une plateforme d'incubation opérationnelle d'appui aux petits producteur locaux	Non	Oui	Oui		L'ONUDI continue à travailler pour l'implémentation des incubateurs dans plusieurs provinces et a pour 11 Millions de dollars dans le pipeline pour la mise en place d'incubateur
Produit 2.1.3 : <i>La coordination et l'efficacité des politiques sectorielles et économiques sont renforcées pour une meilleure gestion de l'espace et la promotion des pôles de croissance (UNHABITAT, PNUD, UNFPA, MONUSCO (PSCF),...)</i>	<i>IP 2.1.3.1</i> Existence d'une politique nationale de l'AT consensuelle tenant compte des enjeux nationaux et internationaux de la REDD+	Non	Oui	Oui	Gouvernement congolais, adopté en conseil des ministres	le PNUD a appuyé la RDC à mettre en place une politique d'aménagement du territoire, qui prend en compte les enjeux climatiques.
	<i>IP 2.1.3.2</i> Nombre des Schémas (National, provinciaux et locaux) de l'Aménagement du Territoire (SNAT) élaborés et validés.	0	10	3 (province Tshopo & Bas Uélé & Ituri	Ministère AT	Le PNUD a appuyé 3 provinces cités précédemment à mettre en place leurs schémas d'aménagement du territoire.

	<u>IP 2.1.3.3 : % de personne vivant dans les villes et établissements humains avant un plan d'urbanisme ou d'aménagement statuaire</u>	0	40%	0	Ministere AT	
	<u>IP 2.1.3.4 : Nombre de villes ayant bénéficié de la panification urbaine</u>	0	40	0	Ministere AT	
Effet 2.2. : D'ici 2024, les populations vivant en RDC bénéficient d'une protection sociale inclusive et d'un dividende démographique portée par la maîtrise démographique et l'autonomisation des jeunes et des femmes. <i>(BCNUDH, UNFPA, PNUD, UNICEF, OIT, Banque Mondiale, HCR, UNIDO,...)</i>	<u>IE 2.2.1 Pourcentage de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection</u>	10%	40%	nd		
	<u>IE2.2.2 : Part des dépenses publiques réalisées en matière de protection sociale</u>	ND	30%	3,00%	Revue des dépenses publiques en protection sociale en RDC (2018)	Le budget alloué à la protection sociale reste faible (3 % du PIB) selon l'étude sur la période 2005-2015
	<u>IE 2.2.3 : Nombre des programmes de protection sociale ou de renforcement de la résilience développés et mise en œuvre en faveur de femmes, jeunes, enfants, réfugiés et déplacés.</u>	ND	10	at least 5	New STEP II; CSU et les projets d'appui humanitaire	Au mois 3 grands programmes structurants sont en cours de développement et 5 programmes de renforcement de la résilience sont mis en œuvre conjointement par la FAO, le PAM et l'UNICEF; tranfer monetaire Ministère des Affaires Sociales avec UNICEF, PAM et Banque Mondiale
	<u>IE.2.2.4 .Existence d'un cadre national multisectoriel opérationnel de coordination de la protection sociale</u>	Non	Oui	Non		Il existe une strategie de protection sociale et une groupe thematique
	<u>IE.2.2.5 : % de la population cible couverte par les mécanismes de protection sociale en santé</u>	ND	50%	ND		A verifier avec la couverture de sante universelle
Produit 2.2.1 : Les institutions en charge des politiques sociales et économiques ainsi que les association citoyennes/OSC sont dotées des capacités leur permettant d'assurer à la population un accès facile et efficace à un système de couverture et de protection sociale. <i>(MONUSCO, BCNUDH) UNFPA, PNUD, UNICEF, OIT, HCR,...</i>	<u>IP 2.2.1.1 : Nombre des titulaires de droits et détenteurs d'obligations dotés des capacités sur la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels et le monitoring budgétaire</u>	100	Au moins 600	ND		indicateur non specifique et de portee tres large
	<u>IP 2.2.1.2 : Nombre d'institutions en charge des politiques sociales et économiques dotées des capacités</u>	ND	15	au moins 5	FAO; UNWOMEN	FAO a appuye les Ministère de l'Agriculture, Peche Elevage, Min Dev. Rurale, Min. de l'environnement et developpement durable, Ministère de la Recherche scientifique; ONUFEMME dotation d'equipment et renforcement des capacites en termes de formation de Ministère Genre
	<u>IP 2.2.1.3 : Nombre des services intégrés de prise en charge des personnes vulnérable existants</u>	ND	15			indicateur non renseigne; definition n'est pas clair
	<u>IP 2.2.1.4 .Existence d'un système national de protection sociale en santé ou couverture universelle en santé</u>	Non	Oui	Non	Ministere du Plan	exercice en cours d'implementation avec quelques experiences pilotes notamment dans le secteur de l'education (mutuelle sante)
	Produit 2.2.2 Les institutions publiques (ministères sectoriels) et organisations non gouvernementales (réseaux et associations des jeunes) de niveaux national et provincial disposent des capacités en matière de capture des dividendes démographiques <i>(PNUD, UNFPA, UNICEF, ONU Femmes, BIT,)</i>	<u>IP 2.2.2.1 : Nombre de stratégies et politiques de développement nationaux et provinciaux intégrant les questions de dividende démographique dans la programmation, le suivi et l'évaluation.</u>	0	6 : PNSD, stratégies sectorielles	1	Ministere du Plan
	<u>IP 2.2.2.2 : Existence d'un mécanisme opérationnel pour exploiter le dividende démographique</u>	Non	Oui	Non	Ministere du Plan	Le mecanisme est en train d'implementation en 2021 avec l'appui de UNFPA, BIT et BAD. Une etude sur la dividende demographique a ete realisee et sera finalisee dans les prochaines mois.
	<u>IP.2.2.2.3 : Existence d'une plateforme opérationnelle de promotion des initiatives porteuses des jeunes dans divers domaines</u>	Non	Oui	Non	PNUD, BIT, Ministère de l'Agriculture, FNPS	Mise en œuvre d'un Projet d'Entreprenariat des Jeunes dans l'Agriculture et l'Agro-Business (PEJAB) et d'un autre projet d'Assistance Technique à l'élaboration du Programme d'Urgence Intégré de Développement Communautaire (PAT-PUIDC). Ces deux projets sont financés par la BAD
	<u>IP 2.2.2.4 .Existence d'une base de données digitale sur les jeunes vulnérables pour le suivi de leur insertion socioprofessionnelle</u>	Non	Oui	Non	BIT, Ministère ETPS	en cours d'implementation au niveau du Ministère d'Empoi avec l'appui de BIT et BAD
Effet 2.3 : D'ici 2024, les populations tirent profit d'une gestion responsable et durable des ressources naturelles (forestières, minières, et foncières), par l'État, les entités décentralisées, les communautés, et le secteur privé, dans un contexte de changement climatique et de préservation de la biodiversité <i>(PNUD, UNFPA, FAO, ONUDI, UNHABITAT, ONU Femmes, HCR, ...)</i>	<u>IE 2.3.1 : Taux de réduction des émissions de gaz à effet de serres</u>	ND	8%	ND	Ministere de l'Environnement/ FAO	Avec l'appui de FONAREDD, la FAO travaille en partenariat avec le MEDD dans l'évaluation des émissions des gaz à effets de serre
	<u>IE 2.3.2 : Taux de déforestation</u>	0,30%	0,20%	0,2% (à compléter)	Rapport national sur la biodiversité	Avec l'arrivée des outils et de nouvelles méthodologies de mesure de la deforestation et de la dégradation forestière utilisés par la DIAF on aura des informations plus precises en 2021.

	<u>IE 2.3.3 : Taux de reboisement/reforestation</u>	10%	50%	ND	Rapport national sur la biodiversité	Pas de chiffre validé par le Ministère par manque de données fiables
	<u>IE 2.3.4 : Taux d'aires protégées bénéficiant d'une gestion aux standards internationaux</u>	27%	35%	28%	Rapport sur la biodiversité	Le taux actuel en couverture des aires protégées est 13.83 % pour les aires protégées terrestres et 0,24 % aires protégées marines en 2018. L'évaluation de l'efficacité de la gestion des aires protégées n'a couvert que quelques aires protégées. en effet, La RDC a des problèmes pour atteindre cet objectif à cause des défis comme milices/rebelles/guerres qui sont dans les aires protégées mais il y a une amélioration d'année en année des paramètres de gestion dans certaines aires protégées et les réserves Salonga, Yangambi Luki Virunga.
<u>Produit 2.3.1 : le zonage des ressources naturelles (forestières, minières et foncières) et le Système National de Surveillance des Forêts (SNSF) sont mis en place pour une gestion durable des forêts. (PNUD, UNFPA, UNHABITAT, ONU Femmes, FAO, ...)</u>	<u>IP 2.3.1.1 : Nombre des Plans Communautaires d'Occupation Foncière (Plans d'Utilisation du Sol au niveau communautaire) (PCOF) concertés et validés par les parties prenantes pour la sécurisation foncière de tous</u>	0	10	ND		Le projet FARM appuie quelques initiatives dans le Nord et Sud Kivu, à ce stade il est difficile de quantifier son niveau de réalisation
	<u>IP 2.3.1.2 : Existence d'un Système National de Surveillance des Forêts (SNSF) opérationnel</u>	Non	Oui	Oui/ Opérationnel depuis 2017 via les structures DIAF (IFN et Géomatique) et	Rapport du MEDD	Le Centre de catégorie II de l'UNESCO, l'ERAIFT a été impliquée dans la mise en œuvre du Projet «Yangambi, pôle scientifique au service de l'homme et des forêts» et l'installation de la 1ère Tour à flux
	<u>IP 2.3.1.3 : Taux de changement des émissions dues à la couverture forestière (suivi par satellite par rapport aux données du NERF)</u>	1,33%	Moins de 1%	taux annuel de déforestation 0,77 % entre 2000-2010 et 1,33 % entre	Document Niveau d'Émissions de Référence des Forêts de la RDC 2018 soumis à la CCNUCC	Il existe des estimations plus fines et plus précises sur les taux de changements des émissions au niveau provincial produites par le MEDD grâce à l'appui de la FAO mais seront publiées en 2021
	<u>IP 2.3.1.4 : Nombre d'Hectares couverts ayant fait l'objet de l'évaluation des stocks de carbone par strate après inventaire forestiers national</u>	120 millions	155 millions	141 millions d'Ha (en 2014)	Document Niveau d'Émissions de Référence des Forêts de la RDC 2018 soumis au secrétariat de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques : https://redd.unfccc.int/files/r	Les rapports des Inventaires forestiers nationaux seront validés en 2021
	<u>IP 2.3.1.5 Nombre d'inventaires des gaz à effets de serre en provenance des forêts</u>	1	3	5	Rapport de la Division du Développement Durable	FAO: Nous sommes déjà au 4ème inventaire qui a commencé en 2020. Le Centre de catégorie II de l'UNESCO, l'ERAIFT a été impliquée dans la mise en œuvre du Projet «Yangambi, pôle scientifique au service de l'homme et des forêts» et l'installation de la 1ère Tour à flux
<u>Produit 2.3.2 : La gestion durable des ressources naturelles et leur bonne sont assurés pour l'amélioration des moyens d'existence, la sécurité alimentaire et protection des populations rurales, des peuples autochtones. (BCNUDH, PNUD, UNHABITAT, FAO, MONUSCO, HCR, OIM, ...)</u>	<u>IP 2.3.2.1 Nombre des Systèmes d'Information Foncière (SIF) mis en place au niveau des administrations foncières / circonscription foncière pour renforcer la sécurisation des droits foncières des administrés</u>	1	Au moins 3	1		le Nord Kivu est en phase pilote avec le système d'information foncière
	<u>IP 2.3.2.2 : Nombre des mesures adoptées pour assurer la participation des peuples autochtones à la gestion transparente, durable des terres et des ressources naturelles</u>	ND	Au moins 2	1	JHRO	Texte de loi reconnaissant les droits des peuples autochtones pygmées validé par le Parlement en novembre 2020, en attente de promulgation
	<u>IP 2.3.2.3 : Existence d'une plateforme opérationnelle de la société civile et des mécanismes efficaces de rétroaction sur la gestion des ressources naturelles</u>	0	1	1		Il existe un forum national de la Conférence sur les écosystèmes des forêts d'Afrique centrale CEFDHAC présidé par la société civile
	<u>IP 2.3.2.4 Niveau d'engagement citoyen dans la gestion des ressources naturelles dans les zones cibles</u>	Faible	Elevé	Faible		
	<u>IP 2.3.2.5 Nombre de base de données sur la saisie des minerais illicites mis en place</u>	0	1			
	<u>IP 2.3.2.6 Nombre de mécanismes de lutte contre le trafic illicite de minerais mis en place</u>	ND	2			la RDC appartient au processus KIMBERLY et à l'ITIE

	<u>IP 2.3.2.7</u> : Nombre d'agents des services étatiques du Ministère Provincial des Mines dotés des capacités sur la transparente et gestion durable des ressources minières	ND	100	30% (à requalifier)		L'ONUDI continue d'appuyer les gouvernements provinciaux dans leur politique dotation de leurs provinces des outils de gestion durable des ressources minières
Produit 2.3.4 : <i>La résilience et les capacités d'adaptation face au changement climatique et aux catastrophes naturelles sont renforcées à l'échelle des institutions et des communautés (PNUD, UNFPA, UNICEF, ...)</i>	<u>IP 2.3.4.1</u> : Existence d'un Plan National d'Adaptation (PNA) traçant la cartographie de la vulnérabilité du pays au changement climatique et indiquant les actions prioritaires	0	1	1	PNUD/ MEDD	
	<u>IP 2.3.4.2</u> : Existence d'une plateforme opérationnelle de prévention et gestion des risques de catastrophes naturelles et climatiques.	0	1	(Voir Affaires Humanitaires)		
	<u>IP 2.3.4.3</u> : Existence d'une base de données opérationnelle sur les statistiques démographiques (UNFPA)	0	1	1	Enquête Démographique et de Santé (2018)	

EQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

REVUE ANNUELLE 2020 DE L'UNSDCF 2020-2024

Matrice de Suivi des Progrès dans la mise en œuvre de l'UNSDCF 2020-2024

INDICATEURS						
RÉSULTATS	Intitulés	Baseline	Cible 2024	Progrès 2020	Source Progrès 2020	Commentaires
Axe 3 de l'UNSDCF : Accès aux services sociaux de base et assistance humanitaire (Lead : UNICEF ; Co-Lead : HCR et OMS)						
Effet 3.1 : Les populations, en particulier les plus vulnérables bénéficient d'un accès équitable, de qualité et durable aux services sociaux de base, y compris de lutte contre le VIH/SIDA (UNICEF, PAM, UNFPA, ONUSIDA, ONU Femmes, OMS, UNESCO, OCHA, UNHCR, PNUD, WFP, UNCDF,...)	IE.3.1.1 : Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (cible ODD 3.2)	98/1000 (2015)	78/1000 (2024)	70/1000	MICS 2018	La cible 2024 est à revoir
	IE.3.1.2 : Taux de mortalité Maternelle (cible ODD 3.1)	473/100 000	380/100 000	450/100 000 NV	UNFPA	Au niveau du SG du Ministère de Santé des réflexions sont en cours pour adopter une approche harmonisée d'appréciation des décès maternels.
	IE.3.1.3 : Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité (Cible ODD 6.1)	30,50%	38,80%	30,50%	Même que la baseline	Pas de nouvelles données disponibles à l'échelle nationale
	IE.3.1.4 : Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans (cible ODD 2.2)	41,8 % (2018)	30%	41,8 %	Même que la baseline	Pas de nouvelles données disponibles à l'échelle nationale
	IE.3.1.5 : Nombre de nouvelles infections à VIH pour 1 000 personnes séronégatives, par sexe, âge et principaux groupes de population (cible ODD 3.3)	19 000 (2018)	3 800 (Réduction de 80%)	Nouvelles infections par âge et par sexe: Total 12 132 dont 8 021 Femmes et 4 111 Hommes. Avec 4 423 Enfants (0-14 ans ⁺ et 7 709 Adultes (15 ans et +) Incidence pour 1 000 par âge et par sexe : Total 0,14 dont 0,19 Femmes et ,10 Hommes. Enfants: 0,29	SPECTROM 2021 portant sur les données 2020 (NB : Les données sont provisoires non encore validées au niveau national)	Les nouvelles infections ont connues une baisse de plus de 36% entre 2018 et 2020. Résultat appréciable mais les efforts doivent être doublés (prévention, dépistage et mise en œuvre immédiate sous traitement) pour espérer atteindre l'objectif de 80% de réduction d'ici fin 2024.
	IE.3.1.6 : Taux net d'admission en première année du primaire selon les sexes	69,80%	77,20%	69,80%	Même que la baseline	Pas de nouvelles données disponibles à l'échelle nationale
	IE.3.1.7 : Taux Brut de Scolarisation au primaire	110,30%	131,40%	110,30%	Même que la baseline	Pas de nouvelles données disponibles à l'échelle nationale
Produit 3.1.1 : D'ici 2024, les populations, en particulier les plus vulnérables, notamment les enfants, les adolescents et les mères, ont un accès équitable, de qualité et durable aux services de santé, de nutrition et d'eau, hygiène et assainissement (UNICEF, PAM, UNFPA, OMS, OCHA, UNCDF,...)	IP3.1.1.1 : % des centres de santé offrant des services de santé de qualité et garantissant les interventions essentielles et d'urgence en matière de soins maternels et néonataux	18,50%	60%	28%	Rapport UNFPA	
	IP3.1.1.2 : % de personnes/ménages ayant accès à l'eau potable dans les villages cibles désagrégé par sexe et âge	15,20%	17,30%	66,00%	Programme Villages assainis	48,90% des 66% sont des hommes et 51,10% des 66% sont des Femmes
	IP3.1.1.3 : % d'enfants (filles et garçons) de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë sévère (SAM) admis et sortis guéris	83,9%	75%	90%	PRONANUT	Mais, seuls 45% d'enfants de 6 à 59 mois (52% de filles et 48% de garçons) souffrant de malnutrition aiguë sévère (SAM) ont été admis pour traitement sur l'ensemble de 840,920 enfants MAS attendus en RDC (personnes dans le besoin).
	IP3.1.1.4 : Proportion d'établissements de santé proposant des soins obstétricaux et néonataux d'urgence de base dans les zones du programme	12%	24%	24%	Rapport UNFPA	Cible 2024 à revoir
	IP3.1.1.5 : % de points de distribution de services sans rupture de stock de contraceptifs au cours des six derniers mois	73%	95%	75%	Rapport UNFPA	
	IP3.1.1.6 : Nombre de cas de fistule réparés	5234	10234	6434 (1200 en 2020)	Rapport PNSR	Réparation des fistules en mode routine et pendant les campagnes
	IP3.1.2.1 : Taux brut de scolarisation au secondaire, par sexe	39,5% (2015)	55,3%	Total : 47,8% Garçons : 57,3% Filles : 38,4%	Annuaire statistiques de l'EPST 2017-2018 du 22 janvier 2020	
Produit 3.1.2 : D'ici 2024, tous les enfants (filles et garçons), les adolescent(e)s et les jeunes des zones cibles acquièrent des compétences scolaires, professionnelles et de vie courante de qualité. (UNICEF, UNESCO, PNUD, OIM, OCHA,...)	IP3.1.2.2 : Taux net d'admission en première année du primaire selon les sexes	69,80%	77,20%	69,80%	Même que la baseline	Pas de nouvelles données disponibles à l'échelle nationale
	IP3.1.2.3 : Nombre de jeunes (filles et garçons) ayant bénéficié d'une formation professionnelle qualifiante dans un métier.	Moins de 1500	5000	6,957	UNICEF	Programme d'appui pou l'accès à l'apprentissage alternatif
	IP3.1.2.4 : Nombre d'enseignants dotés des capacités sur les méthodologies centrées sur l'apprenant, l'éducation à la paix, la réduction des risques de conflits / catastrophes (C / DRR) et soutien psychosocial	12 264	6725	15,768	PROVEDs et UNICEF	Formations tenues à travers les réseaux de proximité

	<i>IP3.1.2.5</i> Nombre d'adolescents et de jeunes (filles et garçons) scolarisés et non scolarisés recevant une information complète sur la sexualité et la santé reproductive	17 783	100 000	120 196	UNFPA UNESCO	UNFPA : 83.343, dont 50.006 filles et 33.337 garçons. Pour les scolarisés, l'information est donnée à travers le cours de l'éducation à la vie familiale (EVF) introduit dans le curriculum du primaire et du secondaire de 180 écoles en RDC à travers l'Initiative Kitumaini. Pour les non-scolarisés, les réseaux, associations et mouvements de jeunes (AfriYan, Ailes du Coeur et Univers Santé Plus) développent et mettent en oeuvre des programmes destinés aux filles mères et adolescents désœuvrés dans les bidonvilles (Pakajuma, à Kinshasa) et ainsi que dans les quartiers populaires (à l'instar de Birere, à Goma) UNESCO : 36.853 élèves dont 27356 filles ont été touchés directement grâce à l'intervention de l'UNESCO en partenariat avec la DEVC
	<i>IP3.1.2.6</i> : Taux d'achèvement du primaire désagrégé par sexe	68,40%	72%	Total : 75,3% Garçons : 80,8% Filles : 69,9%	Annuaire statistiques de l'EPST 2017-2018 du 22 janvier 2020	
Produit 3.1.3 : D'ici 2024, les populations cibles, en particulier les personnes vivant avec le VIH, les enfants, les adolescents et les populations clés ont accès aux services de prévention, de dépistage et de traitement du VIH ainsi que de protection contre les violences basées sur le genre (ONUSIDA, ONU Femmes, UNICEF, UNFPA, OMS, UNESCO, BCNUH, PNUD, OIM, MONUSCO,...)	<i>IP3.1.3.1</i> : Pourcentage des jeunes et adolescents (femmes et hommes) connaissant leur statut sérologique au VIH	6 % (2017)	30%	En attente des résultats du PNMLS	Rapport-All in 2021 (non disponible)	Données SPECTRUM provisoire fournies <i>Nous sommes en attente de l'estimation du dénominateur qui est le Nombre total de Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH)</i>
	<i>IP3.1.3.2</i> : Pourcentage de personnes vivant avec le VIH bénéficiant d'un traitement ARV (désagrégé par sexe, âge, population clés)	Tous : 57 % (2018)	90%	Tous: 355725 dont 229 183 Femmes et 126 542 Hommes.	En attente des résultats du PNMLS	
		Enfants 0-14 ans : 25%	90%	22 609		
		Femmes 15ans+ : 58%	90%	218 194		
		Hommes 15ans+ : 73%	90%	114 922		
	<i>IP3.1.3.3</i> : Nombre de victimes de VBG ayant bénéficié d'une prise en charge psychologique, judiciaire, médicale, réinsertion économique ou scolaire (désagrégé par sexe, âge, population clés)	9 501	30 000	Total : 67,448 4305 Hommes 63143 Femmes 2357 vivants avec handicap	Sitrep HAC 2020 Rapport BCNUDH	A la fin du mois de décembre 2020, 67 448 cas de VBG (Hommes=4305, Femmes=63143 Handicap=2357) ont été déclarés et bénéficié d'au moins une prise en charge psychologique, judiciaire, médicale, réinsertion économique ou scolaire au niveau des différentes structures. On observe globalement une recrudescence des cas de VBG. En effet, Comparé à la période janvier-décembre 2019, le nombre de cas déclarés de VBG de janvier à décembre 2020 a significativement augmenté de 95%. Par ailleurs, entre le 3ième trimestre et le 4ième trimestre 2020 le nombre de cas déclarés de VBG est passé de 18 095 à 22 445, soit une augmentation de 24% / Parmi les vingt-six (26) provinces, comparés à la période janvier-décembre 2020 : • 21 provinces ont connu une hausse des cas déclarés de VBG entre janvier-décembre 2020 : Kinshasa (+55%), Kwango (+60%), Mai-Ndombe (+18%), Equateur (+420%), Sud-Ubangui (+58%), Nord-Ubangi (+19%), Mongala (+17%), Bas-Uele (+137%), Haut-Uele (+73%), Ituri (+40%), Nord-Kivu (+124%), Sud-Kivu (+177%), Maniema (+63%), Haut-Katanga (+276%), Lualaba (+298%) Haut-Lomami (+110%), Tanganyika (+854%), Lomami (+13%), Kasai-Oriental (+158%), Sankuru (+130%), Kasai-Central (+40%) • 05 provinces ont connu une baisse des cas déclarés de VBG entre janvier-décembre 2020 : Kongo-Central (-17%), Kwilu (-15%), Tshuapa (-6%), Tshopo (-13%), Kasai (-2%). • 5 provinces sont au niveau de sévérité « catastrophique » avec plus de 1100 cas : Nord-Kivu (10909), Sud-Kivu (3365), Ituri (2478), Tanganyika (1763), Kinshasa (1321). • 03 provinces sont au niveau de sévérité « critique » avec un nombre de cas compris entre 825-1100 : Kasai-Central (879), Maniema (874), Kasai (832). • 02 provinces sont au niveau de sévérité « sévère » avec un nombre de cas compris entre 550-825 : Tshopo (696), Bas-Uele (632) • 05 provinces sont au niveau de sévérité « modérée » avec un nombre de cas compris entre 275-550 : Haut-Katanga (549), Kwilu (374), Kongo-Central (330), Haut-Uele (310), Nord-Ubangui (270)
Effet 3.2 : d'ici 2024, les organisations humanitaires et structures gouvernementales chargées des questions humanitaires apportent une réponse humanitaire coordonnée, rapide et efficace envers les personnes affectées par les crises dans le respect des standards et principes humanitaires en vue de réduire la surmortalité et la sur-morbidité des personnes affectées (OCHA, PAM, PNUD, BIT,	<i>IE 3.2.1</i> Nombre des provinces disposant des plans de contingences ou plan de gestion des risques de catastrophes naturelles.	ND	26	2	Ministère de l'Intérieur	Nord et Sud-Kivu selon leurs coordinations provinciales de protection civile
	<i>IE 3.2.2</i> Nombre des provinces disposant d'un mécanisme efficace et solide de coordination humanitaire sensible au genre	ND	26	8	OCHA	8 provinces avec mecanismes, y compris l'Equateur en 2020 (Ebola)

UNDP, OMS, UNICEF, OIM, UNMAS, HCR, ONU femmes,...)	IE 3.2.3 Existence d'une coordination humanitaire nationale efficace, opérationnelle et fonctionnant sous le leadership des autorités gouvernementales,	0	1	1	Ministère de l'action humanitaire / OCHA	
Produit 3.2.1 Les populations et les communautés affectées par les situations d'urgence, en particulier les plus vulnérables, bénéficient d'une assistance humanitaire efficace et rapide (MONUSCO, OCHA, OIM, UNDP, OMS, UNICEF, PAM, ONU Femmes, HCR,...)	IP3.2.1.1 : Nombre de personnes affectées par une crise humanitaire ayant reçu quelque forme d'assistance humanitaire (désagrégés par sexe et âge)	8 100 000	15 900 000	6 600 000	OCHA (HNO/HRP 2021)	5,166,000 atteints au 3e trimestre + 1,434,000 projetés pour le 4e trimestre (données T4 finaux non disponibles en janvier 2021)
	IP3.2.1.2 : Nombre des provinces ayant mis en place un plan de réduction des risques de catastrophe,	0	26	0	Ministère de l'Intérieur	Mais il existe des plans pour des risques spécifiques, dont un plan pour faire face à l'Inondation et un plan pour l'éruption volcanique au Nord-Kivu
	IP3.2.1.3 : Nombre des services étatiques dotés des capacités de détection et le contrôle des maladies animales transmissibles à l'homme	22 Inspections provinciales de pêche et élevage (150 territoires)	26 Inspections provinciales de pêche et élevage (175 territoires)	20	Rapports ECTAD / FAO	A travers le projet ECTAD, au total 20 services étatiques/provinciaux ont été dotés de capacités de détection et le contrôle des maladies animales transmissibles à l'homme
	IP3.2.1.4 : % des réfugiés/déplacés bénéficiant de solutions durables au retour, à l'intégration ou à la relocalisation	20%	40%	20,1%	UNHCR	Ce pourcentage pourrait augmenter avec des nouvelles informations qui seront disponibles dans quelques jours
Produit 3.2.2 : les organisations humanitaires et structures gouvernementales chargées des questions humanitaires (niveau central, provincial et local) sont dotées des capacités pour une meilleure préparation, coordination et réponses aux urgences (UNICEF, HCR, OCHA, PAM, FAO, OIM, UNFPA, HCR, UNDP, OMS,)	IP3.2.2.1 Nombre de structures nationales, provinciales, locales et communautaires renforcées dans la réponse humanitaire pour une meilleure préparation, coordination et réponses aux urgences	41 Zone de santé préparées dans le cadre de la MVE	175	61 (20 en 2020)	UNICEF	20 provinces sont couvertes dans le cadre de l'appui de l'UNICEF au Secrétariat Général aux Actions Humanitaires et à la Solidarité Nationale pour le renforcement de la coordination et veille de l'action humanitaire
	IP3.2.2.2 : Nombres des dispositifs efficaces de coordination, de prévention et de gestion des crises humanitaires fonctionnels aux niveaux national et provincial	0	27	8	OCHA	8 provinces avec mécanismes, y compris l'Equateur en 2020 (Ebola)
	IP3.2.2.3 Nombre de plans de contingence ou plans de gestion des risques de catastrophes naturelles mis en place au niveau central et provincial	0	26	2	Ministère de l'Intérieur	1 plan de contingence au Nord-Kivu et 1 au Sud-Kivu

Annex 4 : photos



Pépin Guillaume Manjolo, Ministre de la Coopération Internationale, Intégration Régionale et Francophonie

David McLachlan-Karr, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies en RDC





Annexe 5 : Agenda pré revue

Heure	Heure	Session	Intervenant
Mercredi le 17/02/2021	08 h 30 – 09 h 00	Arrivée et installation des participants	Mireille Bankina/RCO
	09 h 00-09 h 15	Mot de bienvenu du Bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies (RCO)	Aboubakri Diaw/RCO
	09h 15 – 10 h 00	Présentation des objectifs, des résultats attendus et de la méthodologie (+échanges)	Lolo Shungu/RCO
	10 h 00 – 10H 30	Pause-café	
	10h30 – 13h00	Travaux en groupes/ par axe du Cadre de Coopération <i>(analyse des résultats, facteurs de succès, faiblesses et contraintes, mobilisation et utilisation des ressources financières, programmation pour 2021, ...)</i>	Groupe Axe 1 de l'UNSDCF Groupe Axe 2 de l'UNSDCF Groupe Axe 3de l'UNSDCF
	13 h 00 – 14 h 00	Pause déjeuner	
	14 h 00 – 16h 00	Travaux en groupes/ par axe du Cadre de Coopération (suite) <i>(analyse des résultats, facteurs de succès, faiblesses et contraintes, mobilisation et utilisation des ressources financières, programmation pour 2021, ...)</i>	Groupe Axe 1 de l'UNSDCF Groupe Axe 2 de l'UNSDCF Groupe Axe 3de l'UNSDCF
	16h00	Fin de la journée	
Jeudi le 18/02/2021	09 h 00 – 10h 00	Travaux en groupes/ par axe du Cadre de Coopération (suite) <i>(analyse des résultats, facteurs de succès, faiblesses et contraintes, mobilisation et utilisation des ressources financières, programmation pour 2021, ...)</i>	Groupe Axe 1 de l'UNSDCF Groupe Axe 2 de l'UNSDCF Groupe Axe 3de l'UNSDCF
	10 h 00 – 10H 30	Pause-café	
	10 h 30 – 13h 00	Travaux en groupe/ par axe du Cadre de Coopération (suite) <i>(analyse des résultats, facteurs de succès, faiblesses et contraintes, mobilisation et utilisation des ressources financières, programmation pour 2021, ...)</i>	Groupe Axe 1 de l'UNSDCF Groupe Axe 2 de l'UNSDCF Groupe Axe 3de l'UNSDCF
	13 h 00 – 14 h 00	Pause déjeuner	
	14 h 00 – 16h 00	Travaux en groupe/ par du Cadre de Coopération (suite) - analyse des résultats, facteurs de succès, faiblesses et contraintes, mobilisation et utilisation des ressources financières, programmation pour 2021, ...) ; - Validation de la présentation powepoint à la revue	Groupe Axe 1 de l'UNSDCF Groupe Axe 2 de l'UNSDCF Groupe Axe 3de l'UNSDCF
	16h00	Fin de la pré revue	



Annexe 6 : Agenda revue

Heure	Heure	Session	Intervenant
Vendredi le 19/02/2020	08 h30 – 09h00	Arrivée et installation des participants	Mireille Bakina Bureau du Coordonnateur Résident
	09 h00-09 h15	Hymne nationale et début de la cérémonie	Protocole d'Etat
	09 h 15 – 09 h 25	Mot du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies en RDC	David McLachlan-Karr Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies en RDC
	09 h 25– 09 h 40	Mot d'ouverture par Ministre d'Etat, Ministre de la Coopération Internationale, Intégration Régionale et Francophonie	Pépin Guillaume Manjolo Buakila Ministre d'Etat, Ministre de la Coopération Internationale, Intégration Régionale et Francophonie
	09h40 – 10 h 00	Présentation des objectifs, des résultats attendus et de l'agenda de la revue annuelle 2020 de l'UNSDCF	Aboubakri Diaw Chef de Bureau du Coordonnateur Résident des Nations Unies en RDC
	10 h 00 – 10H 30	Pause-café	
	10h30 – 11h45	Présentation des résultats majeurs obtenus en 2020 +débat Axe 1 de l'UNSDCF : Consolidation de la paix, respect des Droits humains, protection des civils, cohésion sociale et démocratie <i>(résultats, facteurs de succès, faiblesses et contraintes, mobilisation et utilisation des ressources financières, priorités programmatiques pour 2021, recommandations)</i>	Lead Axe 2 ou partenaire
	11h45 – 12h30	Présentation des résultats majeurs obtenus en 2020 +débat Axe 2 de l'UNSDCF : Croissance économique inclusive, développement agricole, capture du	Lead Axe 2 ou partenaire



11h45 – 12h30	<p>Présentation des résultats majeurs obtenus en 2020 +débat</p> <p>Axe 2 de l'UNSDCF : Croissance économique inclusive, développement agricole, capture du dividende démographique, protection sociale et gestion durable des ressources naturelles</p> <p><i>(résultats, facteurs de succès, faiblesses et contraintes, mobilisation et utilisation des ressources financières, priorités programmatiques pour 2021, recommandations)</i></p>	Lead Axe 2 ou partenaire
12h30 – 13h15	<p>Présentation des résultats majeurs obtenus en 2020 +débat</p> <p>Axe 3 de l'UNSDCF : Accès aux services sociaux de base et assistance humanitaire</p> <p><i>(résultats, facteurs de succès, faiblesses et contraintes, mobilisation et utilisation des ressources financières, priorités programmatiques pour 2021, recommandations)</i></p>	Lead Axe 3 ou partenaire
13 h 15 – 13 h 30	Lecture et adoption des recommandations majeures	Rapporteurs (Coop Int +Plan+ Nations Unies)
13 h 30 – 13 h 35	Mot de clôture de la revue	Secrétaire Général au Plan
13h 35	Fin de la revue	
13h 35	Pause déjeuner	





BUREAU DU COORDONNATEUR RESIDENT

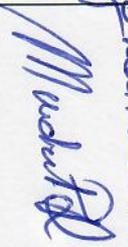
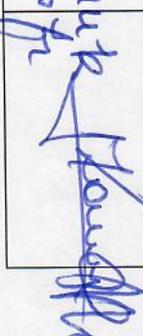
Revue annuelle – UNSDCF 2020 – 2024

Jour III, Vendredi 19 Février 2021 – Béatrice Hôtel

No.	Nom et Prénom	Titre et entité	Telephone	E-mail	Signature
1	Solène Berthelien	Analyste SAC ONU	0827566230	solene.berthelien@undp.org	
2	Me Henri WENBOKA DISHUZI	Coordonnateur PROJET Société civile	0816582858	andrade@smail.com	
3	Joseph KATIKWE	Directeur - Chef de bureau de la Régions de l'Intérieur EPST	0853485443 0813805652	Joseph.katikwe@yahoo.fr	
4	MITHONA SIREZI	Secrétaire / CENI	0597741624	Mithona.Sirezi@yahoofr	
5	INGOLI - BOLAMBA Jean - Baptiste	Secrétaire Permanent adj. C1 DH	0819665745 089273853	Jean Baptiste Ingoli@yahoofr	
6	MATA MBAMA Ferdinand	CD / Plan / DSS	0813902884	Ferdinand.mata@yahoofr	



7	UMBA DI WITTA	DIRECTEUR COOP. INTER	0891713744		Umy
8	Mc Jean Claude MBALA - KULIBENGA	Directeur A.i DEP/Min R.H.E	0998428434	kulibengambala@gmail.com	
9	MULINDWA SERGE	Expert OXIP	09944000	Serge.mulindwa@gmail.com	
10	NGINAMU NITEMO BEGINS	DNIP	0820229176	moyensmoulins@gmail.com	
11	KAHEMBU MULATA Jean - Bosco	Expert DEP/Travail	0900049130 0847822794		Alber
12	MANYIKAYI NABIA Alphonse	Expert statistiques DEP/Enphel MESTPS	0812246488	manyikayinabia@gmail.com	
13	MUTENGA Jean René	DR DEPT DEPT DES DEPT DES	0810735 424 052295447	mutenga@finare.com	

14	Moderhorn Jacques	Chief of Division Planification PROFIT/NT/NT/NT	0820-272-665	munesham@gmail.com	
15	AUGUSTIN LUKUKA	Attendant Principal de protection JENR	0818101243	auguybulukaka@gmail.com	
16	NINGAMBA ROBERT	Min. Cooperation / Co-ordinator	079839930	robertnyembi@gmail.com	
17	EIKOFO LOMPOITA Jean Claude	Min. GENRES	097745 4256	jecloufo@gmail.com	
18	NGOIE LUBUESE Yvescel	PLANNING / EXPERT DES	0818111624	ngoielubuese@yahoo.com	
19	Audeline BANGA	Specialiste en programme / UNFPA	081751937	abanga@yahoo.com	
20	KAKULE NURKULUKA Hermann	DIRECTEUR	0815990205	hermannnk@yahoo.fr	



21	Josune Mbuyi	Société Civile	ORGANISATION	Josune Mbuyi 84 @pmail	Josune Mbuyi
22					
23					
24					
25					
26					
27					





BUREAU DU COORDONNATEUR RESIDENT

Revue annuelle – UNSDCF 2020 – 2024

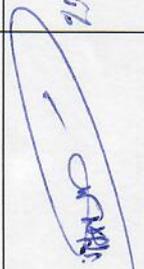
Jour III, Vendredi 19 Février 2021 – Béatrice Hôtel

No.	Nom et Prénom	Titre et entité	Téléphone	E-mail	Signature
1	MUDIASA BELELA	CHEF DE DIVISION DEP/JUSTICE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	0815152439	ladignitedemokaprim @gmail.com	
2	MBUYI NGALA	CD / DEP. Min. Formation Technique, Art et Handic.	0907739651	gilles.triboulet@gnatel.com	
3	WANGO KIBUSALI	CB SUIVI / DEP DEVELOPPEMENT RURAL	0822567798	inancanfrance @gnatel.com	
4	Bernard LUMAMI MUSEU	DEP / AGR	0819276489	bernardlumami@gmail.com	
5	MPONGO BOVELI	CD DEP/AGRI-PECHU	0814503287		
6	MA KUALA-NGAMUTA BERNARD	DIRECTEUR DEP MIN/DROITS HUMAINS	0815087789	ngamuta@gmail.com	



7	BOKEWANGU WISOUU Jérôme	CHIEF DE DIVISION HEP / EPST	0812422823	Jer. bokwango @ gmail.com	Jérôme
8	KEANTUNGA ANAS Stella	CHIEF DE DIVISION DHS P (Direction Hygiène et sécurité)	0812549804	Stella.mantys @ gmail.com	Stella
9	LURANTA DINDAM	SP. Corp. Inter	0878835077	dindam@ gmail.com	Luranta
10	PEHENGANO BENGBA David	ADR / COPP TAVI	0895644964	pehenganostyle @gmail.com	David
11	BOSWA WIK BOSUA	CB. MIN - A.T	0816371525		Boswa
12	ESPERANCE NATZUKERANGA-IRA	Programme officiel / WFP	0810331568	esperance.natzukeranga @ wfp.org	ENS
13	Pembe lere	PAM, VAN office	0998630523	Pembe.lere @ wfp.org	Pembe lere



14	Guillaume CIRIUMU TAKIRO	Directeur DEP / Emission de certificats	08444885531	gtafureciny@ gmail.com	
15	Achille KATILICA	NPD SDC	0816871528	.	
16	Adrienus MABOTI	CD Coop Ruler	0999932344		
17	Leon ABEDI TSHENENGA	DIRECTEUR DEP COOP. INT.	0815137035	bulana bedier @gmail.com	
18	SPENIS NOSPANO DANIEL	S.A. / Plan	0810881820		
19	AUTUMBA KUK KAMUKAMUKA GIRIA	Chef de Bureau / CTR / S.G. Plan	0819420224	gkibunka@gmail.com	
20	Hemison Louvane	DNDI	0823333515	Hemison.L@unido.org	

21	Joël MUKENI MABUKU	Consultant / expert cabinet du PLAN	0810017821 0992 797 797	mukeni.joel@gnmail.com 	
22	KALENBA DUNANGA	Mim - PLAN / DERE	0810005664	munshobulamba@gnmail.com 	
23					
24					
25					
26					
27					



NATIONS UNIES
RD CONGO

BUREAU DU COORDONNATEUR RESIDENT

Revue annuelle – UNSDCF 2020 – 2024
Jour III, Vendredi 19 Février 2021 – Béatrice Hôtel

No.	Nom et Prénom	Titre et entité	Téléphone	E-mail	Signature
1	Emmanuel LWANUNA WAKANDE BIN ASUMANI	Directeur de Cabinet NPM / PLAN	09559910962 0814230988	Emmanuel@unhcr.org	
2	Hakem Falkele	Directeur Adjoint WFP / PAM	081 700 6715	hakem.falkele@wfp.org	
3	Et Hedjir Naitra BIOF	Sp. Programme UNICEF	0971161702	et.hedjir@unicef.org	
4	Abdoul Aziz Thiop	Direct. BENEUDH Rep. HDH-DRE	098768800	Abdoul@unicef.org	
5	ROSSIKY Bernard	Directeur des FINDES	099803048	rossiky@unicef.org	
6	Amour Kavale	Directeur Pays, ONUSIDA	0970 001 060	kavale@unicef.org	

7	Rolf W. DA GLOTT Benjamin Seidel	Rep. AdS PROUD Chef de coopération Avis d'Allemagne	-		ut-2@uins. aplo.de	
8	Benjamin Seidel	Avis d'Allemagne			ut-2@uins. aplo.de	
9	Joswitsch A Boyer	SWS			Chifustsch@whait	
10	Nicolas KRISTE	OKS	APP		nikrieste@ulbouv	
11	NADIPA JASTIS	DIRECTEUR SEI/ DECENTRALISATION	0812980446 0990686502		dejanvabpa@ gmail.com	
12	Albert - Raphael MENDONÇA-O-BATELANDEIXE	COMMERCE MINI. du PLAN	0999931609		raphmendonca@ gubec.fr	
13	Naamie NYUMBI MADRID 14	EXPERT en charge du la gestion de la coopération de l'école	08210112228		naamienyumbi@ gmail.com	

AGNEROTT ARLE



14	AGNEZOH ABLENE	PROTECT OFFICER DUV FEMMES	0999181918	ablene.agnezoh@unwomen.org	
15	TRAPROS SATEMATA	B COM USTH	0813949210	palimetaunois	
16	LANDRY BISIDI TSHILOMBO	D. A. F (CNC-ALPC)	0851888692	landrytshilo- mbo@gmail.com	LB
17	Mancel KANDA	Conseiller / Flu	0827287235	mancelkanda@ yahoo.fr	
18	Melina BOSSRY	Directrice a.i FYPALS	0855544405	melina.rossry@ fypals.org	
19	A MUKWEGE MURAMBE JEAN	FVCR	0999050054	jeanmurambe@ fvcr.org	
20					

